

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Schaffhausen</b>
Prozesstypen	<b>Wahlen</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Bühlmann, Marc  
Clivaz, Romain  
Denz, Andrea  
Gilg, Peter  
Heer, Elia  
Hohl, Sabine  
Holenstein, Katrin  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias  
Schmid, Catalina  
Süri, Daniel

## Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schmid, Catalina; Süri, Daniel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Schaffhausen, 1976 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	2
Wahlen in kantonale Regierungen	9
Kantonale Ersatzwahlen	13
Eidgenössische Wahlen	15
Ständeratsersatzwahlen	20

# Abkürzungsverzeichnis

**PUK**            Parlamentarische Untersuchungskommission

---

**CEP**            Commission d'enquête parlementaire

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 26.10.1980  
PETER GILG

A **Schaffhouse, la réélection des cinq membres du gouvernement n'a pas posé de problèmes**; en effet, les candidats du POCH et de la LMR ne représentaient pas une concurrence sérieuse. Les résultats obtenus par les conseillers d'Etat sortants furent même sensiblement meilleurs qu'en 1976.

**Le renouvellement du Grand Conseil** qui, là également, a eu lieu un peu plus tard, n'a pas apporté de grands changements, mais toujours est-il qu'on discerne une tendance d'abandon des petits partis au profit des grands. Une campagne des organisations de protection de l'environnement soutenait 15 candidats de différents partis et 10 d'entre eux furent élus.<sup>1</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par

rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>2</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.2017  
DIANE PORCELLANA

**Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017.** Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthur ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).<sup>3</sup>

### Wahlen in kantonale Parlamente

**WAHLEN**  
DATUM: 27.10.1976  
DANIEL SÜRI

Stabilité des districts ruraux et non-conformisme du chef-lieu caractérisent les **élections au Grand Conseil de Schaffhouse**. C'est en effet les votes urbains qui ont permis, à fin octobre, à trois petits partis de gagner des sièges, à savoir l'Adl, les évangéliques et les POCH, dont c'était la première entrée en lice. Parallèlement, deux autres petites formations, l'AN et les libéraux-socialistes, perdent leur représentation cantonale. Le PS voit sa députation diminuer de deux unités.<sup>4</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.09.1984  
PETER GILG

La configuration des **résultats électoraux est à Schaffhouse**, autre canton rhéman du nord de la Suisse, très différente du type dominant. Aux **élections parlementaires**, le PRD et l'UDC ont gagné des voix, ce qui s'est également traduit par un gain en sièges pour le second; les autres partis ont presque tous subi des pertes plus ou moins grandes. Là aussi, la tendance «verte» s'est renforcée. Il n'y a certes pas de parti écologiste à Schaffhouse, toutefois un rassemblement des organisations de protection de l'environnement avait recommandé aux électeurs de voter pour 33 candidats répartis sur neuf listes; 23 d'entre eux furent élus dont neuf nouveaux. Mis à part le dépérissement des forêts, le projet d'implantation d'une fabrique de verre américaine dans la vallée d'Herblingen a contribué à sensibiliser l'opinion sur les problèmes de l'environnement. Les femmes ont aussi notablement accru le nombre de leurs sièges (14%).<sup>5</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 25.09.1988  
KATRIN HOLENSTEIN

Die **Neubestellung des Grossen Rates** führte im **Kanton Schaffhausen** zu einem politischen Erdbeben. Seit der Einführung des Proporz im Jahr 1956 konnte keine Partei auf Anhieb einen derartigen **Erfolg verzeichnen wie die Autopartei**, die 11,4 Prozent der Stimmen errang und mit 8 Vertretern gleich als viertgrösste Fraktion ins Parlament einzog. Dieser in seinem Ausmass unerwartete Vormarsch ging ganz zu Lasten des bürgerlichen Lagers. Besonders betroffen war die FDP, die von 20 auf 15 Mandate zurückfiel. Aber auch die CVP, die SVP und der LdU – der sich in Schaffhausen nicht grün wie sonst fast überall, sondern betont (rechts-) bürgerlich gibt – erlitten Sitzverluste. Die **SP als stärkste Partei** konnte dagegen ihre Mandate um eines auf 26 aufstocken. Innerhalb des grünen Lagers, das insgesamt stabil blieb, kam es zu Verschiebungen: Das Grüne Bündnis, das sich vorwiegend auf das ehemalige POCH- und SAP-Potential stützt, konnte nur einen der bisherigen beiden POCH-Sitze halten, während die ebenfalls im grünen Spektrum anzusiedelnde Gruppierung «Neuhuuse für alli» neu mit einem Mandat im Grossen Rat vertreten ist. Auffällig ist ausserdem, dass sowohl auf den sozialdemokratischen als auch auf den bürgerlichen Listen jene Kandidierenden insgesamt gut abschnitten, die von den Natur- und Umweltschutzorganisationen ausdrücklich zur Wahl empfohlen worden waren.<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 22.11.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Grossratswahlen im Kanton Schaffhausen waren von der massiven Einbusse an Sitzen und Wähleranteilen der SP gekennzeichnet; fünf der sechs verlorengegangenen Sitze gingen an die **Liste des dissidenten Sozialdemokraten** und ehemaligen Redaktors der Schaffhauser AZ, Arthur Müller, welcher als einziger Kandidat auf der Liste "sozial-liberal" kandidiert hatte. Ursprünglich war er aus Gründen des SP-intern festgelegten Frauenanteils als überzählig aus der Nomination ausgeschieden, worauf er sich für eine Einzelkandidatur entschied. Im Moment seiner Wahl war er noch Mitglied der SP, gab jedoch kurz darauf seinen Austritt aus der Partei bekannt. Bei den bürgerlichen Parteien gewannen die FDP und die SVP je zwei Sitze, während die CVP ein Mandat verlor. **Erstmals musste die Auto-Partei in einem Ostschweizer Kanton einen Rückschlag in Form eines Sitzverlustes hinnehmen.** Der Landesring hatte keine eigene Liste mehr aufgestellt, dafür traten an seine Stelle die zwei Gruppierungen "Ökoliberale Bewegung Schaffhausen" (neu mit drei Sitzen) sowie die "Aktion liberale Schaffhauser" (2 Sitze). Von den übrigen Kleinparteien verlor die EVP ein Mandat und verblieb wie das Grüne Bündnis mit einem Sitz vertreten. Der Frauenanteil konnte im Vergleich zu 1988 nur leicht von 15% auf 16,3% erhöht werden.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.12.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

**WAHLEN**  
DATUM: 24.09.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton Schaffhausen wurde ein Monat nach den Regierungsratswahlen vom August auch der 80köpfige Grosse Rat neu bestellt. In sechs Wahlkreisen stellten sich insgesamt 211 Männer und 101 Frauen auf 30 Listen zur Wahl. Weil in Schaffhausen nach dem Proporz gewählt wird, konnten sich auch kleinere Gruppierungen wie die Jungsozialisten, die Junge SVP, die vor vier Jahren erstmals in Erscheinung getretenen Jungparlamentarier oder die Senioren-Allianz eine Chancen ausrechnen. Nicht mehr dabei war die Aktion Liberaler Schaffhauser (ALS), die in den Wahlen vor vier Jahren leer ausgegangen war. Auch die Freiheitspartei ist vollends von der Bildfläche verschwunden. Die SP versprach, mehr „Bewegung“ in die Kantonsangelegenheiten zu bringen und die SVP wartete mit „Power“ auf. „Damit es aufwärts geht“ (FDP), „lebenswerte Zukunft“ (EVP), „unverwechselbar“ (GB) oder „zeitgemässe Ideen“ (CVP) lauteten andere Slogans.

Siegreich erwiesen sich die kämpferischen Voten der **SVP (+4)** und der **Ökoliberalen (+2)**. Die als „Bauernpartei“ aufgetretene SVP holte sich auch in der Stadt wichtige Stimmenanteile und stellt mit 27 Sitzen neu die grösste Fraktion im Parlament. Gezeichnet von der Nichtwahl ihrer prominentesten Exponentin Ursula Hafner bei den vergangenen Ständeratswahlen und vom Verlust eines Regierungssitzes im August, verlor die SP zwei Mandate (neu 21) und die Stellung als stärkste Fraktion im Rat. Die FDP krebste leicht zurück und verlor einen Sitz (neu 16). Ebenfalls einen Sitzverlust hatte die CVP (neu 5) zu verzeichnen. Unverändert ging die EVP mit zwei Mandaten aus dem Rennen. Überraschend holte sich die aus ehemaligen Sozialdemokraten und Sozialliberalen geschmiedete Senioren-Allianz auf Anhieb drei Mandate. Nicht mehr im Parlament vertreten sind die Jungparlamentarier (-2).<sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.09.2004  
MAGDALENA BERNATH

2004 bestellten Schaffhauserinnen und Schaffhauser einen Monat nach den Regierungsratswahlen zum letzten Mal ein aus 80 Mitgliedern bestehendes Parlament; in vier Jahren soll der Kantonsrat auf 60 Personen verkleinert werden. In den sechs Wahlkreisen liessen sich insgesamt 299 Männer und 111 Frauen auf 34 Listen aufstellen. Während in der Vergangenheit vor allem die bürgerlichen Parteien CVP, EVP, FDP und SVP Listenverbindungen eingegangen waren, machte nun auch die Linke vom taktischen Schulterschluss Gebrauch. In Neuhausen, im Klettgau und im Reiat spannte die SP mit den eher rechts von ihr stehenden Ökoliberalen zusammen. Im Wahlkreis Schaffhausen hingegen verbanden sich diese im Einklang zu der im Parlament bestehenden Fraktionsgemeinschaft mit der EVP. Die CVP verzichtete weitgehend auf eine Wahlallianz, einzig in Neuhausen schloss sie sich wie bisher der FDP-SVP-Gruppe an. Ohne Listenverbindung blieb die erstmals ohne ihren Initiator antretende Senioren-Allianz. Bei den Wahlen im September vermochte die **SVP ihre starke Stellung** innerhalb der bürgerlichen Parteien dank dem Erfolg ihrer Jungpartei (+3) mit 30 Sitzen weiter auszubauen. Die **SP** konnte sich vom Rückschlag vor vier Jahren **erholen** und erzielte neu 24 Mandate (+3). Zu den erfolgreichen Gruppierungen gehörten auch die Ökoliberale Bewegung mit 6 Sitzen (+1) und die Alternative Liste Schaffhausen, die erstmals mit einem Vertreter in den Kantonsrat einzieht. Verluste erlitten hingegen die CVP, die FDP und die Senioren-Allianz, die alle je zwei Mandate abgeben mussten: Die FDP blieb trotz massiven Einbussen an Wählerstimmen mit 14 Sitzen drittgrösste Kraft, die CVP erreichte mit nur noch 3 Vertretern die Fraktionsstärke nicht mehr, und die bürgerliche, aber in sozialen Fragen oft sozialdemokratisch politisierende Senioren-Allianz verlor zwei ihrer drei Mandate. Zu den Verliererinnen gehörten auch die EVP, deren bisher zwei Sitze umfassende Vertretung halbiert wurde, und das Grüne Bündnis, das von vornherein auf eine eigene Liste verzichtet hatte; seine bisherige Vertreterin wurde auf der SP-Liste als Kantonsrätin bestätigt. Der Frauenanteil im Schaffhauser Parlament sank auf 21,3% (17 Frauen).<sup>9</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.09.2008  
SABINE HOHL

Im Kanton Schaffhausen wurden die Sitzzahlen erstmals nach dem doppeltproportionalen Sitzzuteilungsverfahren (**doppelter Pukelsheim**)<sup>10</sup> ermittelt. Dieses System ermöglicht eine genauere Abbildung der Wähleranteile, indem zuerst eine Oberzuteilung (Verteilung der Sitze im ganzen Kanton auf alle Parteien) und dann eine Unterverteilung (Verteilung der Mandate auf die einzelnen Wahlkreise) erfolgt. Das Verfahren erhöht die Wahlchancen für kleinere Parteien. Zudem wurde das Schaffhauser Parlament von 80 auf 60 Sitze verkleinert. 99 Kandidatinnen und 306 Kandidaten traten auf 51 Listen zu den Wahlen an. Von den bisher im Parlament vertretenen Parteien beteiligten sich die folgenden erneut: SVP, SP, FDP, die zur GPS gehörende Ökoliberale Bewegung Schaffhausen (ÖBS), CVP, EVP und die Alternative Liste (AL). Neu reichten auch EDU und Jungfreisinnige Listen ein. Die Senioren-Allianz

trat auf den SVP-Listen an. Bei den Wahlen konnten wie erwartet die kleineren Parteien vom neuen Sitzzuteilungsverfahren profitieren. Das Schaffhauser Parlament wurde dadurch vielfältiger. Die Sitzzahlen der kleineren Parteien (im Vergleich zum alten Parlament mit 80 Sitzen): Ökoliberale Bewegung 5 (-1), EDU 1 (+1), EVP 1(-), CVP 3 (-), AL 3 (+2). Am politischen Gewicht der grösseren Fraktionen änderte sich wenig. Die **bürgerliche Mehrheit** im Rat blieb erhalten. Die FDP erzielte ein gutes Ergebnis (+5,1 Prozentpunkte Wähleranteil) und holte 14 Sitze (-), darunter zwei Sitze der Jungfreisinnigen, die SVP verlor 3,0% und erreichte 19 Sitze (-11), darunter drei Sitze der Jungen SVP. Die SP erhielt 14 Sitze (-10 Sitze, -4,2 Prozentpunkte Wähleranteil). Zahlreiche Bisherige wurden abgewählt, darunter viele Frauen. Nur 9 Frauen (3 SP, 2 FDP, 2 ÖBS, 1 CVP, 1 SVP) erhielten noch ein Mandat. Dies entspricht einem Frauenanteil von 15%, einem der tiefsten Werte im gesamtschweizerischen Vergleich. Die Reduktion der Anzahl Sitze im Parlament hatte einen negativen Effekt auf die Frauenvertretung, wobei dies vor allem durch einen Rückgang des Frauenanteils an den gewählten SP-Abgeordneten zu erklären ist (2008: 21,4%, 2004: 41,6%).<sup>10</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2012  
MARC BÜHLMANN

Im Jahr nach den eidgenössischen Wahlen standen **in acht Kantonen Gesamterneuerungswahlen** an: in Aargau, Basel-Stadt, Schaffhausen, Schwyz, St. Gallen, Thurgau, Uri und Waadt. Im Zentrum des Interesses stand unter anderem die Frage, ob sich die Resultate der nationalen Wahlen – Gewinne für die neue Mitte aus BDP und GLP, Verluste von FDP, CVP und GP, Stagnation der SVP und Erholung der SP – auch auf kantonaler Ebene zeigten. Nimmt man alle acht Wahlen zusammen, so lässt sich der nationale Trend zumindest teilweise wiederfinden: **die neue Mitte legte in der Tat deutlich zu**. Die GLP gewann insgesamt 18 zusätzliche Mandate, davon sieben alleine im Kanton Waadt. Auch die BDP konnte zulegen und total neun zusätzliche Sitze gewinnen. Allerdings schaffte sie es nur in zwei Kantonen (SG und TG), in denen sie neu angetreten war, auch zu Mandaten. In den Kantonen Basel-Stadt, Schwyz und Waadt ging sie hingegen leer aus. Den nationalen Trend widerspiegeln auch die Verluste der CVP und der GP. In den acht Kantonen verlor die CVP per Saldo sieben Sitze, vier davon im Kanton St. Gallen. Im Kanton Uri konnte sie ihre Vormachtstellung allerdings mit lediglich einem Sitzverlust halten. Die Grünen mussten wohl auch aufgrund der Erfolge der GLP Federn lassen. Per Saldo verlor die Partei zehn Sitze. Trösten konnte sie sich einzig mit dem Gewinn jeweils eines Sitzes in den Kantonen St. Gallen und Schwyz. Nicht ganz in das Bild der nationalen Wahlen vom Vorjahr passen die hohen Gewinne der SP, die Trendumkehr bei der FDP und die teilweise sehr hohen Verluste der SVP. Die Sozialdemokraten legten per Saldo um elf Sitze zu. In keinem Kanton kam es für die SP zu Sitzverlusten. Einzig in den Kantonen Aargau und Schaffhausen konnten die Genossen nicht zulegen. Die FDP konnte sich 2012 per Saldo über einen Sitzgewinn freuen. Ein verlustreiches Jahr hatte die SVP zu verzeichnen. Nicht weniger als 22 Mandate musste sie in den Kantonen im Berichtsjahr per Saldo abgeben. Im Kanton Thurgau gab es einen Verlust von zehn Sitzen und in den Kantonen Schwyz und St. Gallen musste die erfolgsverwöhnte Partei jeweils sechs Mandate abgeben. Freilich bleibt die Volkspartei in fünf der acht Kantone (AG, SH, SZ, SG, TG) mit teilweise grossem Abstand stärkste Partei. Ihre Verluste kommen also durchaus auch einer gewissen Normalisierung gleich. Ihre einzigen verbleibenden kantonalen Sitze verloren die Schweizer Demokraten im Kanton Aargau. Die SD, die Ende der 1980er Jahre über 50 Sitze in den kantonalen Parlamenten belegten, waren zum Schluss des Berichtsjahres in keiner einzigen kantonalen Legislative mehr vertreten.

Freilich verdecken die per Saldo-Gesamtergebnisse die Tatsache, dass kantonale Wahlen in ihrem jeweiligen Kontext grosse Unterschiede hinsichtlich der Entwicklungen in den Parteienlandschaften zeitigen können, die im Berichtsjahr nicht zuletzt auch dem Umstand geschuldet sind, dass in drei der acht Kantone (AG, BS, TG) die Wahlen nach Reformen der Wahlregime durchgeführt wurden (vgl. auch die entsprechende Debatte im Kanton Schwyz). Dies führte etwa im Kanton Aargau zu einer eigentlichen Flurbereinigung: waren vor den Wahlen elf Parteien im Grossen Rat, hatten nach den Wahlen nur noch neun Parteien Mandate. Interessant ist auch das kantonsspezifische Abschneiden der FDP, die in vier Kantonen neun Sitze gewann (AG, BS, SZ, UR), wobei das gute Abschneiden auch dem frischen Wind durch den neuen Parteipräsidenten Philipp Müller zugeschrieben wurde. Die grössten Sitzverluste der Freisinnigen fanden just in jenen Kantonen statt (SH, VD), in denen die SVP zulegen konnte, wobei im Kanton Waadt mit der nach den Wahlen stattfindenden Fusion zwischen FDP und LP ebenfalls eine spezielle Ausgangslage herrschte. Die hohen Verluste der Volkspartei konzentrierten sich auf jene drei Kantone, in denen sie in den letzten Jahren sehr stark zugelegt hatte (TG, SG, SZ). Ähnlich wie bei den nationalen Wahlen gingen die verlorenen Sitze der SVP allerdings nur zu einem Teil an die BDP, welche ihrerseits eher

der CVP das Leben schwer zu machen schien. Die GLP hingegen machte vor allem den Grünen die Wählerschaft abspenstig. Überall dort wo die GLP zulegen konnte, verlor die GP (AG, TG, VD), wo die GLP hingegen stagnierte oder nicht antrat (BS, SH, SZ, UR), musste die GP keine (BS) oder nur leichte Verluste (SH, UR) hinnehmen bzw. konnte sogar zulegen (SZ); einzige Ausnahme bildete der Kanton St. Gallen, wo sowohl die GP als auch die GLP Sitze gewannen. Die kleinen Parteien schnitten unterschiedlich ab. Die EVP konnte ausser im Kanton Basel-Stadt, wo sie aufgrund der neuen Quoren gleich drei ihrer vier Sitze abgeben musste, ihre Mandate halten (AG, SH, SG). Die EDU konnte im Kanton Thurgau von den hohen Verlusten der SVP profitieren und um drei Sitze zulegen und ihre Mandate im Kanton Aargau halten. Kein Erfolg war der EDU in den Kantonen St. Gallen und Basel-Stadt beschieden. In Schaffhausen resultierte ein Sitzgewinn während im Kanton Waadt der einzige Sitz verlustig ging. Eine Erstarkung von links- und rechtsextremen Gruppierungen konnte in den Kantonen Schaffhausen und Basel-Stadt beobachtet werden. In Schaffhausen scheint sich die Alternative Liste zu einer ernst zu nehmenden Kraft zu entwickeln, gewann sie doch zwei Sitze und verfügte neu über Fraktionsstärke. Im Kanton Basel-Stadt sorgte mit Eric Weber ein alter Bekannter der rechtsextremen Szene für eine Überraschung: mit seiner Volksaktion erzielte er auf Anhieb zwei Sitze im Grossen Rat.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2012 vermag die Verschiebungen im Berichtsjahr ein wenig zu relativieren. Rund 80% aller 2559 kantonalen Parlamentssitze (exklusive AI) befanden sich in der Hand der vier grossen Parteien: Angeführt von der SVP (544 Sitze, 21,3% aller kantonalen Parlamentssitze), gefolgt von der FDP (524 Sitze, 20,5%) und der CVP (469 Sitze, 18,3%) verfügten dabei die bürgerlichen Parteien gesamthaft über eine deutliche Mehrheit. Die SP (460 Sitze; 18,0%) und die GP (191 Sitze, 7,4%) waren hingegen in allen Kantonen auf Unterstützung angewiesen. Nimmt man alle Kantone zusammen, so war die BDP Ende 2012 in den kantonalen Legislativen ein wenig stärker verankert (86 Sitze, 3,4%) als die GLP (71 Sitze, 2,7%). Allerdings konzentrierte sich die Stärke der BDP vor allem auf die drei Gründerkantone (GL: 10 Sitze; BE: 25 Sitze; GR: 26 Sitze).

Zu den Verliererinnen gehörten im Berichtsjahr die Frauen. Im **Vergleich zu den Vorwahlen wurden per Saldo 6 Sitze weniger von Frauen besetzt**. In fünf Kantonen (BS, SZ, SG, TG, UR) wurden weniger Frauen gewählt als bei den Wahlen zuvor, in den Kantonen Basel-Stadt und Schwyz verloren die Frauen sogar je sechs Sitze. Nur in den Kantonen Aargau (+8 Sitze), Schaffhausen und Waadt (je +1 Sitz) nahm der Frauenanteil zu. In allen acht Kantonen waren weniger als ein Drittel der Mandate von Frauen besetzt. Dies war – werden alle 26 Kantone betrachtet – Ende 2012 lediglich in Zürich (60 von 180 Sitzen) und in Basel-Landschaft (32 von 90 Sitzen) der Fall. Insgesamt lag die Frauenquote in allen kantonalen Parlamenten zusammen bei 25,1% und war damit im Vergleich zum Vorjahr (25,3%) erneut leicht zurückgegangen.

In **sechs der acht Kantone hatte die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zugenommen**. Einzig in den Kantonen Waadt und Thurgau war die Partizipation rückläufig. In den Kantonen Aargau und Thurgau nahm dabei nicht einmal ein Drittel der Bürgerinnen und Bürger ihr Wahlrecht wahr. Im Schnitt beteiligten sich im Berichtsjahr 41,4% an den Parlamentswahlen, wobei die Partizipationsrate von 31,9% (AG) bis 54,0% (SH) variierte.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.09.2012  
MARC BÜHLMANN

Vier Wochen nach den Regierungsratswahlen, bei denen die fünf Bisherigen einem Angriff der SP standgehalten hatten, wurden die Vertreterinnen und Vertreter in den **60-köpfigen Kantonsrat** gewählt. Vor allem die Sozialdemokraten zeigten sich vor den Parlamentswahlen aber trotz der Niederlage bei den Exekutivwahlen zuversichtlich. Konkurrenz erwuchs der SP, für die erstmals auch die Juso antrat, von Parteien und Gruppierungen auf zehn weiteren Listen. Die SVP (bisher total 19 Sitze) kandidierte mit 180 Personen auf drei unterschiedlichen Generationenlisten: SVP (bisher 16 Sitze), Junge SVP (bisher 3 Sitze) und neu die SVP Senioren. Für Aufmerksamkeit in den Medien sorgte dabei die Kandidatur von Gerhard Blocher, Bruder des Zürcher National- und alt-Bundesrates Christoph Blocher, auf der Seniorenliste. Die FDP (bisher 12 Sitze), für die in fünf Wahlkreisen auch die Jungfreisinnigen (bisher 2 Sitze) antraten, stellte in allen Wahlkreisen Listen, ebenso die im linken Spektrum angesiedelte Alternative Liste (bisher 3 Sitze). Die im Kanton Schaffhausen eher schwache CVP (bisher 3 Sitze), die Ökoliberale Bewegung (ÖBS, bisher 5 Sitze), eine der GLP ähnliche, aber schon seit der Gründung (Zusammenschluss Jungliberaler und Umweltgruppierungen 1990) etwas weiter links politisierende, der nationalen GPS angeschlossene Partei, sowie die EDU (bisher 1 Sitz) traten jeweils in einem Wahlkreis nicht an, die EVP (bisher ebenfalls 1 Sitz)

in deren zwei. Total kandidierten 517 Personen (davon 134 Frauen) auf zwölf Listen in den sechs Wahlkreisen für die 60 Sitze. 55 Bisherige traten erneut an. Die Wahlen wurden zum zweiten Mal nach 2008 mit dem doppelten Pukelsheim durchgeführt. Es lohnte sich also vor allem für die kleinen Parteien, möglichst in allen Wahlkreisen anzutreten.

Die wenigen Vakanzen, der von der Presse als flau bezeichnete Wahlkampf, aber auch die anstehenden Aufgaben – Gesundung der Kantonsfinanzen, ein neues Spital, ein neues Sicherheitszentrum und Ausgaben in der Bildung – waren laut Presse die Gründe für die **lediglich marginalen Verschiebungen zwischen den Lagern** im Schaffhauser Kantonsrat. Zwar konnte die AL, die sich von einer Protestpartei für junge Wählerinnen und Wähler langsam zu einer etablierten linken Partei mit Fraktionsstärke mauserte, um zwei Sitze zulegen (neu: 5 Sitze) und mit 7,5% gar mit der ÖBS als viertstärkste Kraft gleichziehen. Die Gewinne der AL gingen wohl aber vor allem auf Kosten des linken Lagers. Die SP musste nämlich nicht nur einen Sitz abgeben (neu 13 Sitze), sondern verlor auch fast zwei Prozentpunkte an Wählerstimmen (21,1%). Allerdings konnten sich die Sozialdemokraten mit dem Sitzgewinn der Juso (neu: 1 Sitz, 1,5%) trösten. Ebenfalls einen Sitz abgeben musste die ÖBS (neu: 4 Sitze, 7,5%). Auch innerhalb des bürgerlichen Lagers kam es zu Verschiebungen. Am meisten leiden musste dabei die FDP, die sich bei den Regierungswahlen noch überraschend stark geschlagen hatte (siehe unten): die Freisinnigen mussten gleich drei Sitze abgeben (neu 9 Sitze) und verloren die vor vier Jahren gewonnenen 5 Prozentpunkte an Wählerstimmen fast gänzlich wieder (neu 15,0%). Wenigstens die Jungfreisinnigen konnten ihre beiden Sitze und ihren Wähleranteil halten (neu 3,3%). Die Strategie der SVP, mit drei Generationenlisten anzutreten, zahlte sich aus. Die Mutterpartei (16 Sitze, 26,7%) und die Junge SVP (3 Sitze, 4,4%) konnten ihre jeweiligen Mandate verteidigen. Die Seniorenliste gewann neu einen Sitz im Kantonsrat (2,5%). Insgesamt besetzte die Volkspartei also ein Drittel des Parlaments. Ihre Wählerschaft schien sich von den negativen Schlagzeilen der nationalen Mutterpartei nicht beeinflussen zu lassen. Zu den Siegerinnen gehörte auch die EDU, die einen Sitz erobern konnte (neu 2 Sitze, 3,5%). Die CVP (3 Sitze, 4,9%) und die EVP (1 Sitz, 2,2%) mussten zwar leichte Wählereinsparungen in Kauf nehmen, konnten ihren Besitzstand aber wahren. Die Wahlbeteiligung lag mit 54,0% ganz leicht über dem Wert der letzten Wahlen (53,8%). Der Frauenanteil stieg zwar im Vergleich zu den letzten Wahlen mit 16,7% wieder leicht an (2008: 15,0%), erreichte aber den bisher höchsten Wert aus dem Jahr 2000 (22,5%) nicht.<sup>12</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 25.09.2016  
DIANE PORCELLANA

Pour la troisième fois, le **Parlement du canton de Schaffhouse** a été élu selon le système du double Pukelsheim. Ce système, comptabilisant les voix des partis au niveau du canton et incitant alors les petits partis à déposer des listes dans les circonscriptions, peut expliquer le nombre croissant de candidatures. En 2008, on dénombrait 407 candidats pour les 60 sièges à distribuer, en 2012, 517 candidats et en 2016, 534 (dont 171 femmes). Sur les 60 sièges à pourvoir, 52 députés se représentaient pour un mandat supplémentaire. Lors de la campagne, le JUSO s'est fait prendre à détruire et à retirer les affiches de campagne des partis adverses, le PLR et l'UDC. La volonté du JUSO était d'attirer l'attention sur les divergences entre les promesses électorales de ces partis, telles que présentées sur leurs affiches, et leur réelle politique au Parlement cantonal. Le PLR a qualifié cette pratique comme étant de faible gravité, l'UDC réfléchissant à porter plainte. Mais ce qui fit échos dans les médias fut la candidature de l'UDC Claudio Gantert qui, dans un commentaire à un post Facebook, a répondu «Heil Hitler», en plus d'avoir fait part de sa sympathie à Hitler à plusieurs reprises déjà. L'UDC, se défendant de ne pouvoir contrôler tous ses candidats sur les réseaux sociaux, affirma que la position du Parti était claire et ne laissait aucune place pour ces idées d'extrême droite. La candidature du sympathisant figura sur la liste UDC. S'il avait été exclu du parti, sa candidature serait restée valable, même en n'étant plus rattachée à un parti politique. De plus, il restait éligible, étant donné que le caractère d'éligibilité ne se perd qu'en cas de déménagement hors canton ou de décès. Concernant les résultats, l'UDC avec le gain d'un siège, atteint 17 sièges ce qui équivaut à 28,2 % des voix. Le PS conserve ses 13 sièges (21,5% des voix), tout comme le PLR ses 9 sièges (13,9% des voix). L'UDC senior (1% des voix), le Parti évangélique (2,4% des voix) et JUSOplus (1,3% des voix) maintiennent leur unique siège au Parlement cantonal. L'ÖBS/Vert perdent 2 sièges avec 3,9 % des voix, tout comme les jeunes UDC (2,0 % des voix). Les premiers possèdent encore deux sièges au Parlement cantonal, les seconds plus qu'un. Les Vert'libéraux gagnent 4 sièges avec 5,7% des voix et accèdent ainsi au Parlement cantonal. Reste cependant à noter que – pendant la législature – deux mandataires de ÖBS ont changé de parti et représentent depuis 2013 les Vert'libéraux. L'UDC Agro (2,1% des voix) et l'UDC KMU (1,8% des voix) entrent au Parlement cantonal

avec chacun un siège. AL perd un siège (7,1 % des voix), tout comme le PDC (3,7% des voix) et les jeunes PLR (1,7% des voix). AL a donc quatre sièges, le PDC deux et les jeunes PLR plus qu'un. L'UDC dispose donc avec ses cinq listes 21 des 60 sièges, il est le parti politique le plus fort au Parlement cantonal, suivi par le PS et le PLR. La majorité reste en main bourgeoise, comme durant la législature précédente.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.09.2020  
CATALINA SCHMID

Am 27. September **2020** fanden in **Schaffhausen Kantonsratswahlen** statt. Für einen der 60 Kantonsratssitze warfen insgesamt 549 Personen auf 15 Listen ihren Hut in den Ring. Die Zunahme der Kandidierendenzahl um 15 Personen im Vergleich zu den Wahlen 2016 (534) gehe alleine auf die Frauen zurück, schrieben die «Schaffhauser Nachrichten» (SN), denn die Zahl der weiblichen Kandidatinnen war auf 189 gestiegen (+2.4 Prozentpunkte (PP), Anteil neu: 34.4%) und die Zahl der männlichen Kandidierenden um 3 Personen gesunken. Von den bisherigen Kantonsratsmitgliedern stellten sich 55 zur Wiederwahl.

Stärkste Kraft im bestehenden Kantonsrat war bis anhin die SVP mit 21 Sitzen, gefolgt von der SP mit 14, der FDP mit 10, der AL und der GLP mit jeweils 4 Sitzen, den Grünen, der EDU und der CVP mit je 2 Sitzen und schliesslich der EVP mit einem Sitz. Während die Juso im Gegensatz zu den Wahlen 2016 nicht mehr antraten, versuchten die Jungen Grünen in diesem Wahljahr ihr Glück.

Anlässlich eines Podiumsgesprächs der SN im Vorfeld der Wahlen zeigten sich sowohl der Parteipräsident der Grünliberalen Christoph Hak (SH, glp) als auch Roland Müller (SH, gp), Präsident der Grünen, für die Wahlen zuversichtlich: Es bestehe im Kanton gegenwärtig eine grosse Unzufriedenheit, weshalb sie eher eine zusätzliche Mobilisierung als einen Drift der Wählerstimmen zwischen den Parteien erwarteten. Die GP, die AL und die GLP griffen in der Folge zu ähnlichen Mitteln, um diese neuen Wählenden für sich zu gewinnen: Sie alle versprachen mehr Familienpolitik im Kanton. So betonte beispielsweise AL-Präsidentin Nicole Hinder (SH, al), dass sich die Attraktivität des Kantons nicht alleine auf die Steuerpolitik beschränke und der Fokus verstärkt auch auf Familien gelegt werden müsse. Mit der aktuellen Frage nach den Auswirkungen der Corona-Pandemie auf den Kanton konfrontiert, zeigten die Parteipolitiker der SVP und FDP sowie der SP unterschiedliche Herangehensweisen: Während Pentti Aellig (SH, svp) die Kostendisziplin in der Verwaltung in den Vordergrund rückte und auch FDP-Wahlkampfleiter Peter Wullschleger (SH, fdp) in den SN daran erinnerte, dass sich die Coronakrise über Jahre hinwegziehen könne und es keine Lösung sei, «nun mit der Giesskanne Geld zu verteilen», verlangte Daniel Meyer (SH, sp), dass es gerade in Krisenzeiten keine «Politik der leeren Kassen» geben dürfe. Einige Tage später überraschte die Schaffhauser FDP mit dem Motto «Solidarität der Wirtschaft» für den diesjährigen Wahlkampf. Die Freisinnigen präsentierten ein Wahlprogramm, welches einem «Strauss aus bürgerlichen, sozialdemokratischen und grünen Ideen» glich, so die SN. Man dürfe nicht gleichzeitig Gewinne privatisieren und Risiken sozialisieren, begründete die Parteiführung ihren neuen Ansatz, welcher gemäss den SN eher gewerkschaftliche Töne anschlage.

Wie bereits knapp ein Jahr zuvor bei den Nationalratswahlen schwappte die Grüne Welle bei den Wahlen 2020 erneut in den Kanton Schaffhausen über. Während die Grünliberalen mit einem Plus von 2.9 Prozentpunkten und einem neuen Wähleranteil von 8.6 Prozent einen Sitz dazugewinnen konnten und so Fraktionsstärke erreichten, freuten sich auch die Grünen über einen zusätzlichen Sitz. Sie kamen neu auf einen Wähleranteil von 5.6 Prozent, was einer Zunahme von 1.7 Prozentpunkten entspricht. Die grösste Gewinnerin des Wahlsonntags war allerdings ihre Jungpartei: Mit einem Plus von 3.4 Prozentpunkten sicherten sich die Jungen Grünen gleich zwei Sitze im Kantonsrat. Zusammen mit ihrer Mutterpartei erreichten sie somit erstmals Fraktionsstärke. Ihr Wahlziel erreichte auch die EVP mit einem zusätzlichen Sitz (Wähleranteil neu: 2.6%; +0.2 PP).

Auf der Seite der Verliererinnen stand hingegen die SP, welche 1.8 Prozentpunkte an Wähleranteil einbüsste, neu auf einen Wähleranteil von 19.7 Prozent kam und deshalb einen Sitz räumen musste. Weil die Juso nicht angetreten sei, habe die SP eine ganze Wählergruppe an die Jungen Grünen verloren, lautete das Fazit von SP-Parteipräsident Daniel Meyer. Auch die SVP verlor einen Sitz: Mit einem Minus von 1.7 Prozentpunkten kam sie neu auf einen Wähleranteil von 26.5 Prozent. Die verschiedenen Unterlisten der SVP – Junge SVP (Wähleranteil: 2.4%; +0.4 PP), die SVP Senioren (Wähleranteil: 1.0%; -0.0 PP), die SVP Agro (Wähleranteil: 2.2%; +0.1 PP) sowie die SVP KMU (Wähleranteil: 1.4%; -0.4 PP) – konnten ihren jeweiligen Sitz hingegen halten. Die FDP kam neu auf einen Wähleranteil von 13.3 Prozent (-0.6 PP) und verlor ebenfalls einen Sitz im Kantonsrat. Auch ihre Jungpartei verlor ihren Sitz – wegen einer einzigen Stimme

(Wähleranteil: 0.9%; -0.8 PP). Die aufgrund dieses knappen Resultats erfolgte Wahlbeschwerde blieb allerdings erfolglos: Das Gesetz sehe auch bei sehr knappen Ausgängen keine Nachzählung vor, so das Urteil des Regierungsrats. Keine Sitzveränderungen gab es bei der AL (4 Sitze, Wähleranteil 6.1%; -0.9 PP), der EDU (2 Sitze; Wähleranteil 3.4%; -0.5 PP) und der CVP (2 Sitze, Wähleranteil 3.2%; -0.5 PP).

In der Amtsperiode 2021 bis 2024 wird die SVP damit mit insgesamt 20 Sitzen weiter die stärkste Kraft im Kantonsparlament sein, gefolgt von der SP (12), der FDP (8), den Grünen und der GLP (je 5), der AL (4) und schliesslich der EDU, CVP und EDU (jeweils 2). Die Frauen konnten im Vergleich zu den Wahlen 2016 einen zusätzlichen Sitz für sich gewinnen und werden in der kommenden Legislatur 16 der 60 Sitze besetzen (26.7%; +1.7 PP).

Von den knapp 51'000 Wahlberechtigten des Kanton Schaffhausen machten 29'113 Personen Gebrauch von ihrem Wahlrecht (57.0%), was einem Plus von über 3 Prozentpunkten im Vergleich zu den Kantonsratswahlen 2016 (53.9 Prozent) entsprach.

Viel habe sich nach dem Wahlsonntag nicht geändert, bilanzierte die SN im Nachgang an die Wahlen; insgesamt hätten nur fünf Sitze die Parteifarbe gewechselt. Zwei davon waren zu den Grünen und je einer zu den Jungen Grünen, der GLP und der EVP gewandert. Die Kantonslegislative bleibe auch nach diesen Wahlen vorwiegend bürgerlich, schlussfolgerte auch der Blick. Besonders bitter endete der Wahlsonntag für Philippe Brühlmann (SH, svp), welcher 2021 sein Präsidialjahr im Kantonsrat hätte antreten dürfen: Er verpasste die Wiederwahl. Die SVP, welche weiterhin Anspruch auf das Amt erhebe, werde sich für einen Ersatz entscheiden müssen, so die SN.

Die Schaffhauser Nachrichten prognostizierten zudem, dass sich die 46 Wiedergewählten und 14 Neugewählten in der kommenden Legislatur mit vielen gewichtigen kantonalen Themen konfrontiert sähen: den massiven finanziellen, gesundheitspolitischen und gesellschaftlichen Folgen der Corona-Pandemie, der demographischen Entwicklung der alternden Schaffhauser Bevölkerung, aber auch Umwelt, Energie, Verkehr sowie verschiedenen Infrastrukturprojekten in den Bereichen Polizei und Kantonsspital.<sup>14</sup>

### Wahlen in kantonale Regierungen

**WAHLEN**  
DATUM: 27.09.1976  
DANIEL SÜRI

**Les élections à l'exécutif** acquièrent, selon les situations régionales, des significations différentes. De la simple confirmation à l'épreuve de force, en passant par les rivalités personnelles, le registre des possibilités est étendu.

Plusieurs cantons n'ont fait que reconduire leur gouvernement; ce fut le cas de **Saint-Gall** et de la **Thurgovie**. Il en alla de même, malgré la présence de candidats d'opposition, d'ailleurs peu soutenus, dans les cantons de **Schaffhouse** et de **Schwyz**.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 09.09.1984  
PETER GILG

**Les élections au gouvernement, organisées quinze jours plus tôt, ont été marquées par la tentative de l'UDC de reconquérir son deuxième siège**, perdu en 1968 au profit des socialistes. Les retraites de P. Harnisch (ps) et de B. Stamm (prd) favorisaient par ailleurs ce but. Toutefois, le second candidat de l'UDC ne réussit à devancer ni H. Keller (ps) ni E. Leu (prd), tous deux nommés par leurs partis pour succéder aux démissionnaires. La composition politique de l'exécutif demeurait donc inchangée. Les candidats présentés par les petits partis de gauche n'ont pour leur part recueilli que peu de voix.<sup>16</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 11.09.1988  
KATRIN HOLENSTEIN

Die **Regierungsratswahlen**, die in der **Region Schaffhausen** ganz im Schatten der Stadtpräsidentenschaftswahlen standen (die SP eroberte das nach der Ära Bringolf vor 20 Jahren an die FDP verlorene Amt in einer aufsehenerregenden Wahl zurück - als Nachfolger des zurückgetretenen Stadtpräsidenten Felix Schwank (fdp), der 1968 die Nachfolge von Walther Bringolf (sp) angetreten hatte, wurde der Sozialdemokrat Max Hess mit überwältigendem Vorsprung auf seinen freisinnigen Gegenkandidaten gewählt), verliefen ohne Überraschungen. Die vier bisherigen Regierungsräte wurden problemlos bestätigt, und auch die SVP brachte den Nachfolger für den demissionierenden Kurt Waldvogel sicher ins Ziel. Neu wurde Hans-Jörg Kunz (svp) gewählt, während ein vom LdU portierter Kandidat lediglich einen Achtungserfolg erzielte.<sup>17</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.08.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Spannungslos und ohne Überraschungen verlief die Bestätigung der fünf bisherigen Regierungsräte im Kanton Schaffhausen, da **weder Demissionen noch Kampfkandidaten** angesagt waren. Ein besonderes Merkmal dieser Wahlen bestand in der Tatsache, dass die Mehrheit der Stimmzettel (über 58%) leer oder ungültig eingegeben wurde. Das beste Resultat erzielte Ernst Neukomm (sp). Die Beteiligung sank von 68,2% bei den letzten Wahlen auf 60,2%.<sup>18</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.08.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Bei den diesjährigen Regierungsratswahlen im Kanton Schaffhausen stellten sich drei der fünf amtierenden Regierungsräte zur Wiederwahl: Herbert Bühl (öbs), Hermann Keller (sp) und Hans-Peter Lehnerr (fdp). Die Rücktritte von Baudirektor Ernst Neukomm (sp), der seit 1969 der Regierung angehört hatte, und Volkswirtschaftsdirektor Hans-Jörg Kunz (svp) standen bereits zu Jahresbeginn fest. Die SVP machte keinen Hehl aus ihrem Wahlziel, das 1968 an die SP verlorene Mandat zurückzuholen. Die FDP ihrerseits hatte sich zum Ziel gesetzt, das im vergangenen Jahr an die ÖBS verlorene Mandat wieder zu besetzen. Die Freisinnigen schickten Heinz Albicker, Bankier und Finanzverwalter der Stadt Schaffhausen, ins Rennen. Für die SP nahm Kantonsrätin Liselotte Flubacher den Kampf um die Nachfolge Neukomm auf. Die SVP trat mit zwei Neuen an, Agronom Erhard Meister und Redaktor Hannes Germann.

Nach den Wahlen stand die **FDP als grosse Siegerin** fest. Sie war mit beiden Kandidaten erfolgreich und konnte das im Vorjahr an die ÖBS verlorene Mandat wiedergewinnen. Das Glanzresultat erzielte aber ÖBS-Regierungsrat Bühl selbst, der von einer breiten Unterstützung über die Parteigrenzen hinweg profitiert hatte. Nebst den drei Bisherigen wurden Albicker und Meister gewählt. Flubacher schaffte die Wahl nicht; damit stellt die SP nur noch ein Regierungsmitglied. Die Schaffhauser Kantonsregierung bleibt weiterhin ein reines Männergremium.<sup>19</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.08.2004  
MAGDALENA BERNATH

Die Ausgangslage nach dem Rücktritt von Finanzdirektor Hermann Keller (sp) gestaltete sich spannend: Die **SVP als wählerstärkste Partei erhob Anspruch auf einen zweiten Sitz** in der 5-köpfigen Regierung und schickte neben Volkswirtschaftsdirektor Erhard Meister die ehemalige SVP-Kantonalpräsidentin Rosmarie Widmer Gysel ins Rennen. Die FDP, als drittstärkste Partei mit zwei Sitzen übervertreten, versuchte ihre Vertretung mit Erziehungsdirektor Heinz Albicker und Baudirektor Hans-Peter Lehnerr zu halten. Die SP, die ursprünglich beabsichtigt hatte, neben der Verteidigung ihres bisherigen Sitzes das zweite Mandat, das sie vor vier Jahren verloren hatte, zurückzugewinnen, entschied sich für eine Einerkandidatur mit Kantonsrätin Ursula Hafner. Diese hatte sich im Nominationsverfahren gegen mehrere Bewerber durchgesetzt, auch gegen den ehemaligen Schwingerkönig und heutigen Direktor des Berufsbildungszentrums, Kantonsrat Ernst Schläpfer, welcher den Entscheid jedoch nicht akzeptierte und wild kandidierte, unterstützt von einem breiten Komitee, das von Gewerkschaftern bis zu SVP-Mitgliedern reichte.

Bei den Wahlen Ende August erreichte Erhard Meister (svp) das beste Resultat, gefolgt von den beiden Freisinnigen Hans-Peter Lehnerr und Heinz Albicker. Die Sozialdemokratin Ursula Hafner erzielte ihre Stimmen vor allem dank der grossen Unterstützung in den städtischen Gebieten, während die SVP-Vertreterin Rosmarie Widmer Gysel auf dem Land besser abschnitt. Der **grüne Regierungsrat Herbert Bühl** erreichte ebenfalls das absolute Mehr, **schied aber als überzählig aus**. Die Abwahl Bühls, der die Wiederwahl vor vier Jahren mit dem besten Resultat geschafft hatte, war von niemandem erwartet worden. Gemäss Presseberichten konnten auch die Spannungen zwischen dem Gesundheitsdirektor und dem Chefarzt des Kantonsspitals, die im Wahlkampf zutage getreten waren, das Ergebnis nicht erklären, insbesondere, da Bühls Leistungsausweis beachtlich war. Zum Verhängnis geworden sein dürfte ihm vielmehr seine schwache Parteibasis im Zusammenhang mit der Tatsache, dass Bürgerliche und Sozialdemokraten sich deutlicher als bei früheren Wahlen auf ihre eigenen Kandidaten konzentriert hatten. Damit stellt die SVP erstmals seit 1968 wieder zwei Regierungsräte, und zum ersten Mal sind in der Schaffhauser Regierung, die sich aus zwei Freisinnigen, zwei SVP-Vertretern und einer Sozialdemokratin zusammensetzt, gleich zwei Frauen vertreten.<sup>20</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 31.08.2008  
SABINE HOHL

Bei den Regierungsratswahlen im Kanton Schaffhausen **traten alle bisherigen Mitglieder der Exekutive erneut an**: Rosmarie Widmer Gysel (svp), Erhard Meister (svp), Heinz Albicker (fdp), Reto Dubach (fdp) und Ursula Hafner-Wipf (sp). Die SP entschied sich gegen eine Zweierkandidatur, weil sie die Chancen für die Eroberung eines zweiten Sitzes als zu gering einschätzte. Da nur die fünf Bisherigen zur Wahl antraten, war deren **\*Wiederwahl unumstritten**. Die Regierung wurde bei einer Stimmbeteiligung von 56,6% im Amt bestätigt. Die Stimmzahlen der Regierungsmitglieder lagen sehr nahe beieinander: Zwischen dem Erstplatzierten Erhard Meister (svp) und der Letztplatzierten Rosmarie Widmer Gysel (svp) lagen weniger als 100 Stimmen.<sup>21</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 25.11.2012  
MARC BÜHLMANN

Bereits Anfang Jahr war klar, dass **alle fünf aktiven Schaffhauser Regierungsratsmitglieder wieder zur Wahl** antreten würden. Einzig Ursula Hafner-Wipf (sp) bedingte sich längere Bedenkzeit aus, da sie während der nächsten, also ihrer dritten Legislatur das Pensionsalter erreichen werde. Letztlich entschied sich die Sozialdemokraten aber genau wie ihre langjährige Amtskollegin Rosmarie Widmer Gysel (svp, gewählt 2004) und ihre Amtskollegen Christian Amsler (fdp, gewählt 2009), Reto Dubach (fdp, gewählt 2007) und Ernst Landolt (svp, gewählt 2010) für eine erneute Kandidatur. Trotzdem war die Konstellation eine andere als vor vier Jahren, als ebenfalls alle amtierenden Regierungsrätinnen und -räte erneut kandidierten und ohne Gegenkandidaturen bestätigt wurden. Für den Unterschied sorgte erstens die SP, die neben Hafner-Wipf eine Kampfkandidatur ins Rennen schickte. Die SP habe mit einem Wähleranteil von fast 40 Prozent einen berechtigten Anspruch auf einen zweiten Sitz in der bürgerlich dominierten Regierung, wurde argumentiert. Die Sozialdemokraten hatten bei den Wahlen 2000 ihren zweiten Sitz in der Exekutive verloren und schickten mit Kantonsrat Werner Bächtold just jenen Kandidaten ins Rennen, der bei Ersatzwahlen 2009 Christian Amsler (fdp) unterlegen war. Der zweite Grund für Spannungen im Vorfeld der Gesamterneuerungswahl von 2013 war die letzte Ersatzwahl 2010. Damals hatte zwar die Alternative Liste keine Chance gegen Ernst Landolt (svp), die zahlreichen Leerstimmen, die für das absolute Mehr im Kanton Schaffhausen nicht berücksichtigt werden, wurden aber als grosses Misstrauensvotum gegen die politische Elite interpretiert. Drittens sorgte das Entlastungspaket, das aufgrund von roten Zahlen hatte geschnürt werden müssen sowie die trotzdem geplanten Investitionen in den Nahverkehr, ein Polizei- und Sicherheitszentrum und ein neues Spital für Unmut und Diskussionen. Zudem stand Bildungsdirektor Amsler in der Kritik, die sich in einem Streik durch die Lehrerschaft und durch eine Niederlage bei der Abstimmung um Schulleiterinnen manifestierte. Die Frage war also, ob die Wahlbürgerschaft die bürgerliche Dominanz (2 FDP, 2 SVP, 1 SP) aufweichen würden. Die SP machte keinen Hehl daraus, dass sie einen der beiden FDP-Sitze angreifen wollte und begründete dies auch mit den Resultaten der Nationalratswahlen 2011: während sie – wie die SVP auch – an Wähleranteilen zulegen konnte (34,6%), habe die FDP, die mehr als die Hälfte ihrer Wählerinnen verloren hatte (12,3%), auch rechnerisch keinen Anspruch mehr auf zwei Regierungsratssitze. Die SVP und die FDP verzichteten auf gemeinsame Aktionen.

Bei den Wahlen **übersprangen alle sechs Kandidierenden die Hürde des absoluten Mehrs** (8'026 Stimmen). Als überzählig ausscheiden musste aber der Herausforderer: Bächtold hatte mit 8'989 Stimmen deutlich weniger Unterstützung erhalten, als die amtierenden Rätinnen und Räte Christian Amsler (14'870 Stimmen), Ernst Landolt (14'525 Stimmen), Reto Dubach (13'745 Stimmen), Ursula Hafner-Wipf (12'149 Stimmen) und Rosmarie Widmer-Gysel (12'001 Stimmen). Das Wahlresultat wurde als Auftrag an die bestehende Regierung in einer schwierigen Phase gedeutet. Allerdings wurde aufgrund des Altersschnitts in der Regierung – vier der fünf Räte werden per Ende der Legislatur älter als 60 sein – Veränderungen bereits vor der nächsten Gesamterneuerungswahl vermutet. Die SP wertete die Niederlage nicht als negatives Vorzeichen für die vier Wochen später anstehenden Kantonsratswahlen. Die Abwahl von Bisherigen sei immer ein sehr schwieriges Unterfangen. Die Stimmbeteiligung lag bei 55,8%.<sup>22</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.08.2016  
DIANE PORCELLANA

Les cinq membres du **gouvernement cantonal de Schaffhouse** devaient être, tout comme le parlement cantonal, réélus cette année. Deux des anciens conseillers d'Etat ne se sont pas représentés, à savoir Reto Dubach (plr) et la socialiste Ursula Hafner-Wipf. Christian Amsler (plr), Ernst Landolt (udc) et Rosmarie Widmer Gysel (udc), quant à eux, étaient en course pour un mandat supplémentaire. A côté de ces candidatures, six autres personnes se sont portées candidates. Martin Kessler (plr), les socialistes Walter Vogelsanger et Kurt Zubler, les candidates de la liste alternative Linda De

Ventura et Susi Stühlinger, ainsi que Jürg Biedermann (mouvement éco-libéral). La liste alternative souhaitait affaiblir la majorité bourgeoise présente au gouvernement cantonal, bien qu'elle n'avait peu de chance d'obtenir un siège, sachant que le PS souhaitait maintenir son siège laissé vacant. Le mouvement éco-libéral voulait faire un retour au gouvernement après avoir été évincé en 2004 au profit de l'UDC. Cependant, Jürg Biedermann est très peu connu. Concernant les partis déjà membres du gouvernement, le PLR et le PS voulaient chacun maintenir leur siège laissé vacant. Le PS visait même un second siège, qui a été perdu en 2000 au profit du PLR. Ses candidats, Walter Vogelsanger et Kurt Zubler s'étaient présentés aux élections fédérales, le premier pour le Conseil des états, le second pour le Conseil national. L'obtention d'un deuxième siège au gouvernement pour le PS n'était pas certaine. En effet, si nous regardons la composition du parlement, les 3/5 sont issus du camps bourgeois; le reste représente le camps rouge-vert. Quant au PLR, aux côtés de son conseiller d'Etat Christian Amsler, il proposait Martin Kessler pour remplacer Reto Dubach. Pour l'UDC, il ne présenta finalement que deux candidats au lieu de trois. Il souhaitait avoir trois candidats pour assurer la majorité bourgeoise au sein du gouvernement cantonal. Lors d'une soirée organisée avec tous les candidats, plusieurs thèmes liés à l'actualité du canton ont été discutés, comme par exemples la fusion des communes ou le développement des énergies renouvelables. Au niveau des recommandations, le PDC Schaffhouse soutenait les candidats du PLR. Le Parti évangélique était lui en faveur du Parti socialiste, afin de faire bloc contre les bourgeois. L'Union démocratique fédérale recommandait d'élire les candidats UDC et PLR au gouvernement.

Avec une participation de 59.1% et une majorité absolue de 9'412 voix, les trois anciens membres du gouvernement ont été élus avec le plus de voix, Ernst Landolt avec 15'451 voix, Christian Amsler avec 14'858 voix et Rosmarie Widmer Gysel avec 13'915 voix. Suivent deux nouveaux, Martin Kessler avec 12'106 voix et le socialiste Walter Vogelsanger avec 11'373 voix. Le candidat Kurt Zubler a également obtenu la majorité absolue, plus aucun siège n'était cependant disponible. Linda De Ventura a eu 4'731 voix, suivi par Susi Stühlinger avec 3'960 voix. Jürg Biedermann est arrivé en dernière position avec 3'884 voix. Le gouvernement garde la même composition qu'auparavant et se trouve donc toujours en main bourgeoise. Fait exceptionnel et non souhaité, les villes de Schaffhouse et Neuhausen ne sont plus représentées à l'exécutif, alors qu'elles comptabilisent à elles seules la moitié de la population. Les trois candidats sortants viennent de communes rurales, les deux nouveaux sont issus de la campagne. Le candidat Kurt Zubler, aurait, s'il avait été élu, représenté la ville de Schaffhouse.<sup>23</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.08.2020  
CATALINA SCHMID

Im August **2020** fanden die **Wahlen** des **Schaffhauser Regierungsrats** statt. Mit Cornelia Stamm Hurter (SH, svp), Walter Vogelsanger (SH, sp), Christian Amsler (SH, fdp) und Martin Kessler (SH, fdp) kandidierten vier der fünf bisherigen Regierungsratsmitglieder zur Wiederwahl. SVP-Regierungsrat Ernst Landolt (SH, svp) stellte sich für die kommende Legislatur hingegen nicht mehr zur Verfügung. Dass der nun vakante Sitz weiterhin der wählerstärksten Partei des Kantons zustand, war im Vorfeld der Wahlen weitgehend unbestritten; die Schaffhauser Nachrichten (SN) sprachen hierbei von einer «Gratiswahl». So schickte die SVP neben ihrer bisherigen Regierungsrätin den Neuhauser Gemeinderat Dino Tamagni (SH, svp) ins Rennen. Die FDP, welche bis anhin ebenfalls zwei Sitze in der Kantonsexekutive stellte, trat mit einem Zweier-Ticket bestehend aus den beiden bisherigen Regierungsräten an. Die Partei hielt damit am «wackeligsten der Kandidaten» (SN) fest: Christian Amsler, der gegenwärtige Erziehungsdirektor und dienstältestes Mitglied der Exekutive, hatte zuletzt wegen einer Schulzahnklinik-Affäre und des darauffolgenden Einsatzes einer PUK für Schlagzeilen gesorgt. In Anbetracht dessen rechneten sich die Sozialdemokraten Chancen aus, die bürgerliche Mehrheit der Kantonsexekutive durch den Gewinn eines zusätzlichen Sitzes zu schwächen, und starteten mit einem Zweier-Ticket in den Wahlkampf. Neben dem bisherigen Regierungsrat Walter Vogelsanger nominierte die Partei den ehemaligen Kantonsrat Patrick Strasser (SH, sp), dessen Kandidatur explizit dem FDP-Sitz von Christian Amsler gelten sollte. Die GLP sowie weitere Kleinparteien des Kantons erachteten eine Kandidatur als chancenlos und verzichteten auf eine «Alibikandidatur», berichteten die Schaffhauser Nachrichten weiter.

Nach einem eher ruhigen Wahlkampf – die sonst üblichen Podien waren aufgrund der Corona-Pandemie ausgefallen – stand am 30. August schliesslich der Wahlsonntag an. Mit einer Stimmbeteiligung von 63.1 Prozent (2016: 59.1%; +4 Prozentpunkte) übertrafen fünf der sechs Kandidierenden das absolute Mehr deutlich. Das beste Resultat erzielte die bisherige SVP-Regierungsrätin Cornelia Stamm Hurter mit 16'686 gültigen Stimmen, gefolgt von Martin Kessler mit 16'105 Stimmen und Walter Vogelsanger mit 15'774 Stimmen. Dino Tamagni und Patrick Strasser wurden mit 14'032 respektive 13'490 Stimmen neu in die Kantonsexekutive gewählt. Besonders bitter endete der

Wahlsonntag somit für Christian Amsler, welcher mit 8'800 Stimmen das absolute Mehr von 8'968 verpasste, von Strasser um über 4'600 Stimmen überholt wurde und damit nach einer Regierungszeit von knapp 11 Jahren nicht wiedergewählt wurde. Es handle sich hierbei um die erste Nicht-Wiederwahl im Kanton seit 2004, so die SN. Während die Sozialdemokraten Anlass zur Freude hatten, zeigte sich die bürgerliche Seite über die Verschiebung der Kräfteverhältnisse enttäuscht. Die Bürgerlichen würden es aufgrund der nun nicht mehr so deutlichen Mehrheit in der Kantonsexekutive künftig schwer haben, sich durchzusetzen, war das Fazit der Schaffhauser Nachrichten zu den kantonalen Regierungswahlen 2020.<sup>24</sup>

## Kantonale Ersatzwahlen

**WAHLEN**  
DATUM: 24.08.1986  
KATRIN HOLENSTEIN

**Ersatzwahlen für die Exekutive** wurden in zwei Kantonen durchgeführt. In **Schaffhausen** war die Wahl von Peter Briner (fdp) für den zurückgetretenen freisinnigen Finanzdirektor Kurt Amsler unbestritten, nachdem die SVP auf eine Kampfkandidatur verzichtet hatte.

Erstmals seit 20 Jahren kam es im **Thurgau** nach dem Rücktritt von Erich Böckli (fdp) zu einer Kampfwahl um die Exekutive, wobei die FDP und die SVP gegeneinander antraten. Als wählerstärkste Partei des Kantons erhob die SVP mit Hermann Bürgi Anspruch auf einen zweiten Regierungssitz, während die FDP ihre Doppelvertretung mit Brigit Hänni zu verteidigen versuchte und gleichzeitig die erste Frau in der Kantonsregierung stellen wollte. Nachdem der auch von CVP, EVP und SP unterstützte Bürgi im ersten Wahlgang das absolute Mehr nur knapp verfehlt hatte, wurde er in der zweiten Runde mit klarem Vorsprung gewählt. Der SVP-Sieg veränderte nicht nur die 45jährige Thurgauer «Zauberformel» (bisher 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP, 1 SP), sondern veranlasste die SVP auch zum Bruch der seit dem Ersten Weltkrieg mit der FDP bestehenden Fraktionsgemeinschaft im Grossen Rat.<sup>25</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.09.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Finanzdirektor Peter Briner (fdp) stellte sein Amt in der Schaffhausener Regierung zur Verfügung. Er kandidierte bei den im Herbst stattfindenden Wahlen für den Ständerat. Der Vorstand der FDP portierte Mitte April den Kantonalpräsidenten und Grossrat Joseph Zumbühl. Er setzte sich bei der internen Ausmarchung gegen drei Mitbewerber deutlich durch. Die Geschäftsleitung der SP verzichtete auf eine Nomination. Die SP sei dem Wähleranteil entsprechend mit zwei Personen in der Regierung ausreichend vertreten. Die SVP entschied sich auch gegen eine eigene Kandidatur. Sie wolle die Zusammenarbeit zwischen der FDP und der SVP nicht behindern und damit die Wahl von Rico Wenger in den Ständerat gefährden. Die Parteileitung hatte es aber schwer, sich am Parteitag durchzusetzen. Schliesslich ist die SVP mit 23 Sitzen stärkste Partei im Kantonsrat und hätte einen zweiten Sitz in der Regierung für sich beanspruchen können. Hingegen schickte die zur schweizerischen GP gehörende **Ökoliberale Bewegung Schaffhausen** (öbs) Grossrat Herbert Bühl, Leiter eines Ingenieur- und Planungsbüros, ins Rennen, und der 46jährige Martin Vögeli, ehemaliges Mitglied der FDP und Leiter des kantonalen Amtes für Militär und Zivilschutz, zog als dritter Kandidat in den Wahlkampf. Vergeblich hatte die FDP seine Kandidatur zu verhindern versucht. Die CVP gab Mitte August nach Anhörung aller drei Kandidaten bekannt, dass sie Bühl bei der Wahl unterstützen werde. Erwartungsgemäss erreichte im ersten Wahlgang Anfangs September niemand das absolute Mehr. Obwohl Bühl mit 7793 Stimmen an erster Stelle lag, hatte er das absolute Mehr von 11'180 Stimmen klar verfehlt. Ende September konnte Bühl seine Führungsposition erfolgreich verteidigen und der FDP ihren zweiten Regierungssitz entziehen. **Die Wahl von Bühl galt als ausgesprochene Persönlichkeitswahl.** Die ÖBS besitzt schliesslich nur drei der 80 kantonalen Parlamentssitze.<sup>26</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.09.2007  
SABINE HOHL

Bei den Ersatzwahlen für den freigewordenen Sitz des **zurückgetretenen Hans-Peter Lenherr** (fdp) traten Reto Dubach (fdp) und als Herausforderer Kantonsratspräsident Matthias Freivogel (sp) an. Die SP hatte ihren zweiten Sitz in der Regierung im Jahr 2000 verloren und wollte diesen zurückerobern. Freivogel (sp) trat als klarer Gegner neuer Atomkraftwerke und eines Atommülllagers in Benken (ZH) auf und präsentierte sich als frische Kraft für den Kanton. Dubach (fdp) war vor der Kandidatur für den Regierungsrat bereits als Staatsschreiber in der Kantonsverwaltung tätig gewesen. SVP und EDU empfahlen Dubach (fdp) zur Wahl, die JSVP mochte dagegen keinen der beiden Kandidaten unterstützen, da sie sich einen jüngeren Regierungsrat mit guten Kontakten

zur Privatwirtschaft wünschte. Bei der Wahl im September **war Reto Dubach (fdp) erfolgreich**. Er wurde mit ungefähr 2000 Stimmen Vorsprung auf Matthias Freivogel (sp) gewählt. Die Zusammensetzung der fünfköpfigen Regierung (2 SVP, 2 FDP, 1 SP) blieb damit gleich. Eine geringe Stimmbeteiligung und eine hohe Anzahl an Leerstimmen liessen auf Unzufriedenheit über beide Kandidaten bei einem Teil der Bevölkerung schliessen.<sup>27</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2009  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Heinz Albicker (fdp)** war im Kanton Schaffhausen ein Sitz in der Regierung neu zu besetzen. Die FDP trat mit Christian Amsler an, um den vakanten Sitz zu verteidigen. Konkurrenz erhielt sie von der SP, die Werner Bächtold nominierte. Die Sozialdemokraten hatten 2000 ihren zweiten Sitz in der Regierung verloren und wollten diesen zurückerobern. Die SVP hätte einen anderen FDP-Kandidaten – Florian Hotz – dem offiziell nominierten Amsler vorgezogen und kündigte an, Hotz zu unterstützen. Dieser lehnte allerdings eine wilde Kandidatur ausdrücklich ab. Dennoch schaltete die SVP Wahlplakate mit Hotz' Namen. Ziel der SVP war, einen zweiten Wahlgang zu bewirken. Dies gelang jedoch nicht. **Christian Amsler (fdp)** erreichte bereits im ersten Wahlgang knapp das absolute Mehr. Er erhielt 12'005 Stimmen. SP-Kandidat Bächtold lag mit 8811 Stimmen deutlich zurück, Hotz (fdp) erhielt 2149 Stimmen. Zudem gab es eine ungewöhnlich hohe Zahl an Leerstimmen (7852). Da letztere nicht in die Berechnung des absoluten Mehrs eingehen, trugen sie aber nicht dazu bei, einen zweiten Wahlgang zu bewirken.<sup>28</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.08.2010  
MARC BÜHLMANN

Etwas überraschend kündigte SVP-Regierungspräsident **Erhard Meister** auf Ende 2010 seinen **Rücktritt** an. Die SVP wollte ihren zweiten Sitz, den sie erst 2004 nach über 30 Jahren zurückerobert hatte, mit **Ernst Landolt** verteidigen, dessen Kandidatur von der FDP, der EVP und der EDU sowie vom Gewerbeverband unterstützt wurde. Einen Angriff auf den Sitz lancierte die Alternative Liste, die Kantonsrat Matthias Frick ins Rennen schickte, der sich die Unterstützung von SP und Ökoliberalen sichern konnte.

Der als gemässigt und erfahren geltende **Landolt siegte schliesslich deutlich** und erhielt mit 12'619 Stimmen fast dreimal so viele Stimmen wie sein Gegenkandidat (4'636). Auffällig waren die zahlreichen Leerstimmen: fast 8'000 Wahlzettel trugen keinen Namen, was als Protest gegen die Classe Politique und als Unzufriedenheit mit der Kandidatenauswahl gewertet wurde. Auch die für Schaffhausen geringe Wahlbeteiligung von 56.6% wurde als Misstrauensvotum interpretiert.<sup>29</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.11.2017  
DIANE PORCELLANA

La ministre UDC Rosemarie Widmer Gysel a donné sa **démission du gouvernement cantonal schaffhousois**, après avoir été réélue en 2016. L'UDC propose Cornelia Stamm Hurter, membre du Conseil municipal de la ville de Schaffhouse. Elle est opposée à Claudia Eimer, socialiste, soutenue par l'Alternative Liste, ÖBS/Vert et un comité composé de plusieurs dizaines de personnalités de divers camps politiques. Le PS, espère récupérer son deuxième siège au gouvernement, perdu en 2000. Alors que le PDC, le PEV et les Vert'libéraux n'ont pas communiqué de préférence pour l'une des candidates, le PLR a manifesté son appui à la représentante bourgeoise. Lors de l'élection, Cornelia Stamm Hurter l'emporte avec 65.5% des voix (12'876 suffrages) contre Claudia Eimer qui comptabilise 32.2% des voix (6'532 suffrages). L'UDC maintient donc son siège. Au gouvernement cantonal, la présence d'une femme est assurée et la ville de Schaffhouse est à nouveau représentée.<sup>30</sup>

WAHLEN  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

## Eidgenössische Wahlen

Die Resultate für die Nationalratswahlen wurden von den Medien generalisierend unter dem Begriff der **Protestwahl** zusammengefasst. **Populistische und rechtsnationale Parteien und Bewegungen** konnten – allerdings nur in der deutsch- und italienischsprachigen Schweiz – zum Teil recht grosse Wähleranteile für sich gewinnen und auf Kosten der bürgerlichen Parteien, vor allem der FDP und der CVP, Sitzgewinne verzeichnen. So gelang es der **Auto-Partei** ihren Wähleranteil von 2,6% auf 5,1% zu steigern und ihre Mandatszahl von zwei auf acht zu erhöhen, womit sie Fraktionsstärke erreicht hat; hohe Wähleranteile zwischen 11% und knapp 16% erreichte sie in den Kantonen Schaffhausen, St. Gallen, Aargau und Appenzell Ausserrhoden. In Bezug auf die Wählerschaft der AP änderte sich die geschlechtermässige Zusammensetzung gegenüber 1987: Sie erreichte die gesamtschweizerischen Durchschnittswerte von 54% Männern und 46% Frauen. Hinsichtlich des Alters blieb die AP eine Partei der Jungen; fast 50% ihrer Wähler sind weniger als 40 Jahre alt. Die Vertreter selbständiger und handwerklicher Berufe sowie Arbeiter bilden die stärksten Gruppen innerhalb ihrer Wählerschaft. Die **Schweizer Demokraten** gewannen zwei Sitze hinzu, um mit neu fünf Mandaten als Fraktion ins Parlament zu ziehen. Ihren Wähleranteil konnten sie allerdings nur um 0,8% auf 3,3% (ohne Vigilance GE) verbessern.<sup>31</sup>

WAHLEN  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Tessin sorgte die Protestbewegung "**Legha dei Ticinesi**" mit einem Wähleranteil von über 23% und zwei Sitzgewinnen für eine erdrutschartige Verschiebung im Parteiengefüge; da ihre Gewinne vor allem zulasten der CVP gingen, rutschte diese hinter die FDP auf den zweiten Platz. Ein erstaunliches Protestpotential am äussersten rechten Spektrum manifestierte sich im Kanton Schwyz, wo unter der Listenbezeichnung "Partei der Zukunft" der Führer der rechtsextremen "Patriotischen Front", Marcel Strebel, 6,4% der Wählerstimmen erreichte, was allerdings nicht für einen Sitz ausreichte.

Die **FDP und die CVP mussten ihre Verluste** – insgesamt 3,4% Wählerstimmen und dreizehn Sitze – **vor allem dort hinnehmen, wo rechtspopulistische Parteien Erfolg hatten** (TI, SG, AG, TG). Bei der FDP und der CVP, welche seit der Einführung des Proporzwahlrechtes 1919 die schlechtesten Resultate erzielten, fielen die Ergebnisse in den einzelnen Kantonen sehr unterschiedlich aus. Die FDP verlor beispielsweise überdurchschnittlich viele Wähler in ihren Hochburgen Schaffhausen und Solothurn, aber auch im Aargau und in St. Gallen. Hingegen gewann sie Stimmen in traditionell nicht freisinnig dominierten Gebieten; die CVP erlitt am meisten Verluste in den Kantonen Tessin, Aargau, Thurgau, St. Gallen und Schwyz. Die **SP konnte den Abwärtstrend stoppen**; sowohl sitzmässig als auch in Bezug auf ihre Wähleranteile verharnte sie auf dem Niveau von 1987 und verfehlte somit ihr erklärtes Ziel von 20% Wähleranteil deutlich. Von der Wählerstruktur zeigte sich die SP bei den diesjährigen Wahlen verstärkt als eine Partei der Jungen; 39% ihrer Wählerinnen und Wähler waren jünger als 40 Jahre und nur 13% standen im Rentenalter. Die **SVP konnte ihre Sitzzahl halten** und an Wähleranteilen zulegen. Nachdem sie bereits bisher stärkste politische Kraft in den Kantonen Bern und Thurgau war, rückte sie nun auch in den Kantonen Zürich und Aargau zur ersten Partei bei nationalen Wahlen vor. Die GP konnte in drei Kantonen (LU, SO, SG), in welchen sie bisher noch keinen Sitz hatte, ein Mandat erobern; in den Kantonen Aargau und Baselland hatte in der Legislaturperiode 1987–1991 der Wechsel je eines Sitzes des Grünen Bündnisses resp. der POCH zur GP stattgefunden. Ihren **Wähleranteil konnte die GP von 4,9% auf 6,1% erhöhen**, wobei sie in der Westschweiz ausser im Kanton Neuenburg überall Anteile verlor. **Auf der Gewinnerseite stand die LP**, welche sowohl die Mandatszahl (+1) als auch den Wähleranteil (von 2,5% auf 3,0%) erhöhen konnte. Der LdU gehörte hingegen zu den Verlierern. Er wurde am stärksten im Kanton Zürich getroffen, wo er fast die Hälfte seines Wähleranteils und zwei seiner vier Sitze einbüsste; im Kanton Bern verlor er sein einziges Mandat.<sup>32</sup>

WAHLEN  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Ostschweiz** gehörten die SP, die Grünen und die AP zu den Gewinnern; auf der Verliererseite standen die CVP und die FDP. In St. Gallen eroberte die AP und die GP je einen Sitz. In Glarus ging der einzige Nationalratssitz von der SVP an die SP über. In Graubünden konnte die SP, dank einer Listenverbindung mit den Grünen, der CVP einen Sitz abnehmen. In Schaffhausen blieb die Sitzverteilung unverändert, obwohl die FDP, die CVP und die SP Wähleranteile zugunsten der AP und des Grünen Bündnisses verloren. Gleiches gilt in Bezug auf die Sitzverteilung auch für den Thurgau, wo

insbesondere die CVP massiv Wähleranteile einbüsste.<sup>33</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 22.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Die **Wahlbeteiligung betrug gesamtschweizerisch 43,4%** gegenüber 42,2% vor vier Jahren. Die höchsten Wahlbeteiligungen wiesen die Kantone Schaffhausen (61,9%) und Zug (53,5%), die geringsten die Kantone Glarus (28,2%) und Waadt (31,5%) auf. Nach Landesteilen verzeichnete die Romandie die tiefste Beteiligung. Unterdurchschnittlich fiel die Wahlbeteiligung gemäss Nachbefragung bei jüngeren Personen, Frauen und Angehörigen der unteren Bildungs- und Einkommensgruppen sowie bei Französischsprachigen aus. Links- wie Rechtswähler haben sich gleich stark an der Wahlen beteiligt. Nichtwählende gaben als Grund am häufigsten an, die Kandidierenden kaum zu kennen.<sup>34</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 24.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Die **Ostschweizer Kantone St. Gallen, Glarus, Thurgau, Schaffhausen, Appenzell-Ausserrhododen und Appenzell-Innerrhododen** hatten insgesamt 24 Sitze zu verteilen. Grosse Gewinnerin war die SVP, die von vier auf sieben Sitze zulegen konnte. In der ehemaligen CVP-Hochburg St. Gallen, wo die SVP vor vier Jahren zum ersten Mal ein Mandat erringen konnte, wurde sie mit einem Wähleranteil von 27,6% zur stärksten Partei. Diese Position eroberte sie auch in Appenzell-Ausserrhododen, wo sie mit 37,5% ihr nationales Spitzenresultat erzielte; im Thurgau war sie es bereits 1995 stärkste Partei gewesen. Die früher in der Ostschweiz recht starke FP büsste ihre beiden Mandate (SG und TG) ein. Die SP verlor trotz verbesserten Wähleranteilen in St. Gallen einen Sitz; insgesamt eroberte sie in der Ostschweiz fünf Mandate. Die CVP und die FDP konnten ihre sechs resp. fünf bisherigen Sitze verteidigen. Das einzige grüne Nationalratsmandat ging wiederum an Pia Hollenstein (SG).<sup>35</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 24.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

In den Kantonen **Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus, Schaffhausen und Jura sowie in beiden Appenzell** kam es zu keinen Sitzverschiebungen.

#### WAHLEN

DATUM: 19.10.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Dans le canton de **Schaffhouse**, les deux sièges sont restés en mains radicales et socialistes. Si le PS est même parvenu à renforcer sa présence en améliorant son résultat (+6,1 points à 39,7%), le parti radical a perdu près du quart de son électorat (-11,3 points à 29,1%) et n'a devancé l'UDC, son partenaire dans l'alliance bourgeoise comprenant également les PDC, que de quelques points (+2,5 points à 28,5%).<sup>36</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 21.10.2007  
SABINE HOHL

Im **Kanton Schaffhausen** schaffte es die SVP, der FDP deren Nationalratssitz abzujagen: Thomas Hurter (svp) konnte den freigewordenen Sitz des zurückgetretenen Gerold Bühler (fdp) erringen. Die SVP erreichte 39,1% Stimmenanteil, was einem Zuwachs von über 10 Prozentpunkten entspricht (2003: 28,5%). Die FDP lag bei 26,7% (2003: 29,1%). Die SP hielt mit Hans-Jürg Fehr ihren Nationalratssitz bei einem Wähleranteil von 34,2% (2003: 39,7%). Damit wird der Kanton Schaffhausen neu von einem SVP- und einem SP-Politiker im Nationalrat vertreten.

#### WAHLEN

DATUM: 23.10.2011  
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Schaffhausen** griffen 21 Personen auf elf Listen die Sitze von Hans-Jürg Fehr (sp) und Thomas Hurter (svp) an. 23,8% der Kandidierenden waren Frauen (2007: 28,6%). In keinem anderen (Nicht-Majorz-)Kanton war dieser Anteil geringer. Die vier zusätzlichen Listen im Vergleich zu den Wahlen 2007 waren der CVP und der SP geschuldet. Während die Christdemokraten erstmalig antraten, präsentierten sich die Sozialdemokraten gleich mit drei Listen (inkl. Juso und International). Auch die EDU, die ihre Liste mit der SVP verband, und die Alternative Liste in Verbund mit der SP traten mit Kandidierenden an. Die FDP und die CVP gingen ebenfalls eine Listenverbindung ein. Mit der für Schaffhausen hohen Zahl an Listen und Kandidierenden wurde als Wahlunterlage erstmals nicht mehr ein auseinanderfaltbares Blatt mit allen Listen, sondern eine Broschüre mit einzelnen Listen verschickt.

Allerdings wurden die beiden Bisherigen Hurter (svp) und Fehr (sp) erwartungsgemäss **glanzvoll wiedergewählt**. Sowohl die SVP (39,9% +0,8 Prozentpunkte) als auch die SP (34,6%, +0,4 Prozentpunkte) konnten dabei sogar noch leicht an Wählerstimmen zulegen. Mehr als die Hälfte ihrer Wählerinnen und Wähler verlor die FDP, die nur noch

auf 12,3% Wähleranteil kam (-14,4 Prozentpunkte). Die CVP erlangte 5,2%, die Alternative Liste 4,3% und die EDU 3,8% der Wählerstimmen. Trotz wenig spannender Ausgangslage gingen 60,8% der Schaffhauserinnen und Schaffhauser an die Urne, was der im Kanton herrschenden Wahlpflicht und dem weitaus spannenderen Ausgang bei den Ständeratswahlen geschuldet war.<sup>37</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 13.11.2011  
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Schaffhausen** traten fünf Kandidaten an. Bedrängt wurde vor allem der freie Sitz der FDP. Christian Heydecker sollte diesen als potenzieller Nachfolger von Peter Briner (fdp) verteidigen. Angegriffen wurde die FDP vom parteilosen Vater der Abzockerinitiative Thomas Minder, der lange Zeit mit einer Kandidatur lavierte, mit Kritik gegen die FDP und Heydecker auf ganzseitigen Zeitungsinseraten aber schon früh auf sich aufmerksam machte. Erst Mitte August gab er schliesslich bekannt, parteilos für den Ständerat zu kandidieren. Am ehesten würde er grünliberales Gedankengut vertreten. In der Folge betrieb Minder einen aufwändigen, nach eigenen Aussagen selbst finanzierten Wahlkampf. Zudem wollten Matthias Freivogel (sp) und Ex-Regierungsrat Herbert Bühl der Ökoliberalen den vakanten Sitz der FDP erobern. Die Verteidigung des SVP-Sitzes durch den Bisherigen Hannes Germann galt hingegen als praktisch sicher. Die SVP hatte diesen Sitz bereits seit über 80 Jahren inne. Die Volkspartei sprach sich zudem für eine Unterstützung von Heydecker aus. Auch die CVP und die EDU empfahlen das Ticket Germann/Heydecker.

Tatsächlich schaffte **Germann** seine Wiederwahl mit 15'577 Stimmen deutlich. Für das absolute Mehr wären 12'927 Stimmen nötig gewesen. Diese Zahl verpassten sowohl Minder (11'879) als auch Heydecker (8'179), Freivogel (7'141) und Bühl (6'738). Nur letzterer trat für den zweiten Wahlgang nicht mehr an. Die Auseinandersetzungen vor dem zweiten Wahlgang waren heftig. Die etablierten Parteien versuchten mit vereinten Kräften, Thomas Minder zu verhindern. Der Unternehmer sei mit dem Kanton nicht verbunden und würde, ohne grosse politische Erfahrung und ohne Fraktion, die Anliegen des Kantons nicht vertreten können. **Minder**, der mit seiner Mischung aus ökologischen und konservativen Anliegen Wählerinnen und Wähler aus dem ganzen politischen Spektrum anzusprechen schien, holte im zweiten Umgang allerdings nochmals praktisch gleich viele Stimmen (11'853) wie im ersten und zog damit in die kleine Kammer ein, wo er sich nach ersten erfolglosen Verhandlungen mit der GLP der SVP-Fraktion anschloss. Ihren Sitz abgeben musste damit die FDP. Der noch einmal von der SVP unterstützte Heydecker machte im zweiten Wahlgang, an dem sich 61,7% der Wahlberechtigten beteiligten, sogar noch weniger Stimmen (7'586) als Freivogel (8'336). Letzterer profitierte von den durch den Rücktritt von Bühl frei werdenden Stimmen aus dem linken Lager, allerdings nicht in erwartetem Umfang. Damit war die FDP des Kantons Schaffhausen, die 2007 bereits ihren Nationalratssitz verloren hatte, auch im Ständerat nicht mehr vertreten.<sup>38</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 18.10.2015  
ANDREA DENZ

Im **Kanton Schaffhausen** traten anlässlich der **Ständeratswahlen** Hannes Germann und Thomas Minder zur Verteidigung ihrer Sitze an. Die Phalanx aus FDP und SVP wurde bei den letzten Wahlen durch den Unternehmer und Urheber der „Abzocker“-Initiative Thomas Minder durchbrochen. Die FDP wollte nun mit Regierungsrat Reto Dubach das 2011 verlorene Mandat zurückerobern. Die Schaffhauser Sozialdemokraten, welche mit Esther Bühler erst einmal (1979–1991) im „Stöckli“ vertreten waren, versuchten dies mit Kantonsrat Walter Vogelsanger zu ändern.

Als weitgehend ungefährdet wurde der Sitz von SVP-Ständerat Hannes Germann betrachtet. Der ehemalige Ratspräsident galt als moderater Vertreter der Volkspartei in Bern und konnte auf Unterstützung weit über die Parteigrenzen zählen. Eindeutig umstrittener war das Mandat des selbsternannten politischen Outsiders Thomas Minder. War dessen Beliebtheit 2011 noch hauptsächlich auf seine Volksinitiative zurückzuführen, so hatte sich das Bild mit seinem Betritt zur SVP-Fraktion sowie seiner Unterstützung für die Masseneinwanderungs- und die Ecopop-Initiative etwas verändert. Neben seinem oft recht deutlich rechtsbürgerlichen Kurs wurde dem Trybol-Geschäftsführer auch vorgehalten, er würde sich in Bern zu wenig für die spezifischen Interessen des Kantons Schaffhausen einsetzen. Sein aussichtsreichster Konkurrent – Regierungsrat Reto Dubach – konnte derweil auf breite Unterstützung in bürgerlichen Kreisen zählen. Selbst die Ökologische Bewegung Schaffhausen (ÖBS) – der Schaffhauser Ableger der Grünen Partei – unterstützte den FDP-Kandidaten offiziell. Die SVP ihrerseits gab einzig für ihren eigenen Kandidaten eine Wahlempfehlung ab, nicht aber für Minder. Mit Ausnahme der EVP wurde Minder damit von keiner

etablierten Partei unterstützt. Dem SP-Mann Walter Vogelsanger wurden als einzigem linkem Kandidaten im bürgerlich dominierten Kanton kaum reelle Chancen eingeräumt. Der Wahlkampf war geprägt durch den Zweikampf zwischen Minder und Dubach. Minder sah sich in der Rolle des Aussenseiters, in welcher er sich trotz Bisherigen-Status als Alternative gegen das „Establishment“ positionierte. Es stellte sich die Frage, inwieweit die nationale Bekanntheit des Amtsinhabers und sein Erfolg mit der „Abzocker“-Initiative zu einem weiteren Wahlsieg verhelfen könnten. Auf der anderen Seite galt Dubach als gemässigter Vertreter der FDP. Trotz seinem für wenig Begeisterungstürme sorgenden Wahlkampf, schien er insbesondere durch sein Einstehen für den Atomausstieg und seine ökologischen Ansichten auch für Wähler links der Mitte attraktiv zu sein. Weil für das Rennen um den zweiten Sitz neben Germann von einem zweiten Wahlgang ausgegangen wurde, schien die Rückeroberung des Mandats durch die FDP möglich.

Zu einem solchen zweiten Wahlgang kam es jedoch nicht, denn neben Germann schaffte auch Thomas Minder den Wiedereinzug ins Stöckli bereits im ersten Anlauf. Germann führte das Feld mit 20'747 Stimmen klar an, während Minder mit 13'733 Stimmen die Hürde des absoluten Mehrs (13'195) knapp übersprang. Auf dem dritten Rang folgte – zur grossen Überraschung – der Sozialdemokrat Vogelsanger mit 7'952 Stimmen. Für den FDP-Regierungsrat Dubach bedeutete der vierte und letzte Platz mit nur 7'731 Stimmen eine herbe Enttäuschung. Das Schaffhauser Stimmvolk hat sich also für Kontinuität entschieden.<sup>39</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.10.2015  
ANDREA DENZ

Bei den **Nationalratswahlen im Kanton Schaffhausen** sind jeweils nur zwei Nationalratssitze zu vergeben. Trotzdem stellten sich den Schaffhauser Stimmbürgerinnen und -bürger ganze 21 Kandidaten auf insgesamt 11 Listen zur Wahl. Der Frauenanteil auf diesen Listen betrug – wie bereits 2011 – 24%. Aufgrund der Ausgangslage mit den zwei sich gegenüberstehenden Blöcken – bürgerlich und rot-grün – wurde kaum mit Überraschungen am Wahltag gerechnet. Die amtierenden Nationalratsmitglieder Thomas Hurter und Martina Munz galten dementsprechend als wenig gefährdet. Die Sozialdemokratin Munz war noch während der Legislatur für den ehemaligen nationalen Parteichef Hans-Jürg Fehr nachgerückt.

Auf bürgerlicher Seite gingen SVP, FDP und EDU eine Listenverbindung ein. Von einem taktischen Schulterschuss konnte jedoch kaum die Rede sein, da die SVP auch ohne Listenpartner ihren Sitz wohl problemlos hätte verteidigen können. Für die FDP hingegen gab es aus realistischer Sicht weder mit noch ohne Listenverbindung ein Vorbeikommen an den Amtsinhabern aus SVP und SP. Links der Mitte schlossen sich SP, die Alternative Liste (AL) sowie die Ökoliberale Bewegung Schaffhausen (ÖBS) zusammen. Letztere hatte noch während der Legislatur einen Wechsel von der nationalen Grünen Partei zu den Grünliberalen geprüft, entschied sich letztlich aber für ein Verbleiben in der GPS. Abwesende bei der Wahl blieb dieses Mal die CVP, welcher im nördlichsten Kanton der Schweiz eine unbedeutende Rolle zukommt. Sie unterstützte jedoch die freisinnigen und jungfreisinnigen Kandidierenden.

Der Zusammenschluss auf linker Seite vereinte weit weniger Wähleranteil auf sich als der breite bürgerliche Block, weshalb man im linken Lager die Wichtigkeit der Listenpartner betonte und die Wahl auch keinesfalls als Selbstläufer erscheinen lassen wollte. Der mediale Fokus in Schaffhausen lag aber eher auf dem offenen Rennen um den Ständerat als auf jenem um die grosse Kammer. Die Schaffhauser Nachrichten – einzige lokale Tageszeitung – empfahlen entsprechend ihres bürgerlich-liberalen Ursprungs den FDP-Kandidaten Martin Kessler sowie den gemässigt politisierenden SVP-Nationalrat Thomas Hurter zur Wahl.

Der Wahlnachmittag wurde schlussendlich spannender als allgemein prophezeit. Grund dafür war der erneute, schon fast unheimlich erscheinende Wahlsieg der SVP (45.3%, +5.4 Prozentpunkte) sowie das Abstürzen der Sozialdemokraten auf 28.8% Wähleranteil (-5.7 Prozentpunkte). Die alternative Liste (4.4%, +0.1 Prozentpunkte) und die erstmals angetretene ÖBS (3.4%) retteten der amtierenden SP-Nationalrätin Martina Munz jedoch den Sitz. Thomas Hurter konnte sein Mandat hingegen problemlos verteidigen. Zusammen mit der FDP (12.9%, +0.6 Prozentpunkte) und der EDU (5.1%, +1.3 Prozentpunkte) vereinte der bürgerliche Block schlussendlich deutlich über 60% der Stimmen hinter sich. Somit verpasste die SVP mit ihrem zweiten Kandidaten Pentti Aellig nur ganz knapp eine Doppelbesetzung. Letztendlich blieb in der Schaffhauser Nationalratsdelegation aber alles beim Alten. In Sachen Wahlbeteiligung schwangen die Schaffhauser wieder einmal oben aus. Mit 62.7% war die Stimmbevölkerung des Kantons nationale Spitzenreiterin der Wahlen 2015.<sup>40</sup>

29 Kandidierende auf 15 Listen bewarben sich bei den **Nationalratswahlen 2019** im **Kanton Schaffhausen** auf einen der beiden Nationalratssitze, darunter sieben Frauen (24% Frauenanteil).

Die beiden Bisherigen, Martina Munz (sp) und Thomas Hurter (svp) traten erneut zur Wahl an. 2015 hatte Munz die Wiederwahl nur knapp geschafft, da die SVP, zusammen mit der FDP und der EDU, fast 60 Prozent der Stimmen geholt hatte. Dieses Jahr konnte Munz dem Wahlsonntag entspannter entgegenblicken als vor vier Jahren. Ein Hauptgrund dafür war, dass die FDP-Basis sich weigerte eine Listenverbindung mit der SVP einzugehen. Zu diesem Eklat im bürgerlichen Lager kam es, nachdem die SVP Schweiz Wahlwerbung mit einem Plakat machte, auf dem ein wurmstichiger Apfel abgebildet war. Der Apfel symbolisierte dabei die Schweiz und einer der Würmer war unmissverständlich FDP-blau eingefärbt. Obwohl sich Schaffhauser SVP-Exponenten umgehend vom Plakat distanzieren war der Schaden angerichtet. Zusätzlich stiessen den FDP-Delegierten die wiederholten Angriffe auf ihren Ständeratskandidaten Christian Amsler sauer auf. Nachdem die Jungfreisinnigen drohten, im Falle einer Listenverbindung mit der SVP die Listenverbindung mit der Mutterpartei zu kappen und alleine anzutreten, beschlossen die FDP-Delegierten mit 26 zu 17 Stimmen, keine Verbindung mit der SVP einzugehen. Weil die Mitteverbindung zwischen GLP – die zum ersten Mal in Schaffhausen antrat –, CVP und EVP zu der Zeit schon stand, blieb der FDP schlussendlich nur die Listenverbindung mit der Jungpartei. Die SP verband sich wie vor vier Jahren mit den Grünen, damals noch als Ökoliberale Bewegung Schaffhausen unterwegs, und der Alternativen Liste (al).

Der Wahlsonntag verlief ohne Überraschung. Martina Munz (10'246 Stimmen) und Thomas Hurter (13'533 Stimmen) wurden locker wiedergewählt, obwohl sowohl die SP (-2.6 Prozentpunkte auf 26.2%) als auch die SVP (-5.8 Prozentpunkte auf 39.5%) Wähleranteile einbüssten. Zulegen konnten hingegen die Grünen, die ihren Wähleranteil auf 6.8 Prozent verdoppeln konnten, und die Grünliberalen, welche bei ihrer ersten Teilnahme an Nationalratswahlen sogleich 5.9 Prozent der Stimmen holten. Die FDP verlor knapp zwei Prozentpunkte und kam somit noch auf 11 Prozent. Die Wahlbeteiligung fiel um 2.9 Prozentpunkte auf 59.7 Prozent. Dies reichte jedoch trotzdem zum nationalen Höchstwert, den Schaffhausen – aufgrund der dort geltenden Wahlpflicht – traditionellerweise für sich beansprucht.<sup>41</sup>

Bei den **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Schaffhausen** stiegen die beiden Bisherigen, Hannes Germann (SVP) und Thomas Minder (parteilos), als Favoriten ins Rennen. 2015 hatten beide dem Angriff der Kandidaten der SP und der FDP standgehalten und wurden im ersten Wahlgang gewählt. Auch dieses Jahr kamen ihre Herausforderer wieder aus diesen zwei Parteien. Die SP schickte den erst 30-Jährigen Kantonsrat Patrick Portmann, früher Mitglied der JCVP, ins Rennen. Die FDP nominierte Christian Amsler, langjähriger Regierungsrat und Vorsteher des Erziehungsdepartements. Amsler hatte 2018 noch erfolglos für den Bundesrat kandidiert. Im Wahlkampf sorgte er vor allem wegen anhaltender Krisen in seinem Departement für Schlagzeilen. Zum einen rief das Schaffhauser Parlament eine PUK ins Leben, um zu prüfen, ob Amslers Departement Missstände in der Schaffhauser Schulzahnklinik ungenügend untersucht hatte. Zum anderen musste er einen Konflikt mit dem Rektor des Berufsbildungszentrums (BBZ) Schaffhausen lösen. Zudem warf die SVP Amsler wiederholt unmissverständlich vor, als Regierungsrat ungeeignet zu sein. Die Vorwürfe der SVP trugen unter anderem dazu bei, dass die FDP-Delegierten sich weigerten, bei den Nationalratswahlen mit der SVP eine Listenverbindung einzugehen. Aber auch die FDP-Parteileitung bat Amsler, sich zu überlegen, ob er wirklich kandidieren wolle. Dieser bekräftigte seine Ambitionen nach kurzer Bedenkzeit. Neben all dem Rummel um den FDP-Kandidaten, rückten die beiden Bisherigen fast schon in den Hintergrund. Hannes Germann, der schon seit 2002 im Ständerat sass und mittlerweile in Schaffhausen als unanfechtbar galt, musste nur bei der Kontroverse um das Apfel-Plakat der SVP Schweiz einen heiklen Moment überstehen. Thomas Minder zehrte derweil in der Bevölkerung weiter von seinem Erfolg mit der «Abzocker-Initiative». Im Parlament war er während der vergangenen Legislatur Teil der SVP-Fraktion, nachdem ihn die GLP nicht aufnehmen wollte.

Wie erwartet setzten sich die beiden Bisherigen Hannes Germann (17'333 Stimmen) und Thomas Minder (14'813) am Wahlsonntag durch. Beide übertrafen das absolute Mehr von 13'029 Stimmen und waren damit schon im ersten Wahlgang gewählt. Ein kleiner Wermutstropfen für Germann war, dass er verglichen mit seinem Glanzresultat bei den Wahlen 2015 über 3400 Stimmen weniger erhielt. Dahinter platzierte sich Patrick

Portmann, der 9'952 Stimmen holte und damit einen Achtungserfolg verzeichnete. Eine Schlappe musste FDP-Kandidat Christian Amsler hinnehmen. Mit 6'346 Stimmen landete er abgeschlagen auf dem letzten Platz und erzielte damit das schlechteste Resultat eines FDP-Ständeratskandidaten in den vergangenen Jahren.<sup>42</sup>

## Ständeratsersatzwahlen

### WAHLEN

DATUM: 25.08.2002  
MAGDALENA BERNATH

Am 25. August fand die Ersatzwahl für den im Juni **im Amt verstorbenen Ständerat Rico Wenger (svp)** statt. Die **SVP nominierte** im vierten Wahlgang den Wirtschaftsredaktor der Schaffhauser Nachrichten und Gemeindepräsidenten von Opfertshofen, **Hannes Germann**. Darauf forderte ein FDP-Kantonsrat die Wählerinnen und Wähler auf, die bei der Nomination übergangene SVP-Parteipräsidentin Rosmarie Widmer Gysel zu wählen, da sie der FDP näher stünde. Der freisinnige Parteipräsident zeigte Verständnis, sprach sich aber für Germann aus. Die CVP hingegen empfahl, bürgerliche Frauen auf den Wahlzettel zu schreiben. Die SP trat mit Finanzdirektor Hermann Keller an. Gewählt wurde Hannes Germann (svp).<sup>43</sup>

1) NZZ, 10.9.80, 15.9.80 und 25.10.80; Vat., 12.9.80; TA, 15.9.80 und 22.10.80; LNN, 23.10.80; Bund, 30.10.80.

2) Elections cantonales et communales 2016

3) Elections communales et cantonales 2017

4) BN, 27.10.76; NZZ, 27.10.76.

5) SN, 10.4.84, 5.9.84, 11.9.84, 25.9.84, 26.9.84; NZZ, 17.8.84, 21.9.84; TA, 5.9.84.

6) SN, 3.12.87, 4.8., 10.-12.8., 7.9., 8.9., 17.9., 26. - 28.9. und 19.10.88; NZZ, 23.9.88; Presse vom 27.9.88.

7) NZZ, 24.11.92; SN, 4.11.92.

8) SN, 8.4.-20.9.00; Presse vom 25.9. und 26.9.00

9) SN, 18.6.-23.9.04; Presse vom 27.9.04; SN, 28.9.04.

10) SN, 10.7. und 14.8.08; NZZ, 25.9.08; Presse vom 29.9.08; SN, 30.9.08.

11) Kantonale Parlamentswahlen 2012

12) SN, 12.4. und 9.8.12; TA, 11.8.12; SN, 17.8., 27.8. und 1.9.12; NZZ, 13.9.12; SN, 20.9.12; SN und TA, 24.9.12; TA, 25.9.12.

13) SN, 15.9., 26.9., 27.9.16

14) Bericht der Staatskanzlei SH vom 27.9.20

15) NZZ, 23.2. et 27.9.76; Ostschw., 22.3.76; LNN, 12.4.76.

16) NZZ, 17.8.84; SN, 1.9.84, 8.9.84, 10.9.84.

17) SN, 25.5., 13.8. und 12.9.88; SGT, 7.7.88; NZZ, 2.9.88; Presse vom 12.9.88.

18) NZZ, 31.8.92; SN, 8.8., 22.8. und 25.8.92.

19) SN, 7.1.-24.8.00; BaZ, 16.2.00; NZZ, 3.3. und 22.8.00; AZ, 14.8.00.14; Presse vom 28.8.00

20) SN, 16.1.-26.8.04; Presse vom 30.8.04.

21) SN, 4.4., 8.4., 10.8. und 28.8.08; SN, 1.9.08.

22) SN, 13.1., 14.1., 12.4., 15.5., 5.7., 7.7. und 4.8.12; SN, 27.8.12; TA und SN, 28.8.12

23) Résultats gouvernement cantonal; SN, 15.3., 14.4., 4.8.16; NZZ, 24.8., 29.8.16

24) Resultate der Staatskanzlei SH vom 30.8.20

25) Presse vom 6.1.86, 28.4.86, 27.6.86, 25.8.86; SN, 23.1.86, 19.3.86, 3.5.86; TA, 17.2.86, 20.8.86; SGT, 8.3.86, 17.3.86, 26.3.86, 23.4.86; SGT, 8.3.86, 26.3.86, 23.4.86; AT, 16.8.86.

26) SN, 13.4., 3.5., 5.5., 6.5., 7.5., 17.5., 7.7., 21.8. und 24.8.; SGT, 31.8.99; NLZ, 2.9.99; TA, 6.8.99; Presse vom 6.9.99; SN, 18.9.99; Presse vom 27.9.99

27) SN, 15.8.-28.8.07; SGT, 31.8.07; Presse vom 3.9.07.

28) SN, 28.5., 13.8., 15.8., 2.9., 7.11., 9.11 und 19.11.09; Presse vom 30.11.09; SN, 2.12.09

29) Presse vom 9.2.-26.8.10; Presse vom 30.8.10; SN, 30.8.10

30) SN, 6.9., 16.9., 22.9., 27.9., 29.9., 30.9., 14.10., 21.10., 2.11., 3.11., 4.11., 7.11., 11.11., 17.11., 18.11.17; SN, 27.11.17

31) BBl, 1991, S. 671 ff.; Seitz (1991): Nationalratswahlen 1991. Der Wandel der Parteienlandschaft seit 1971; vgl. Presse vom 21.10.-23.10.91. Vgl. auch "Unser Parlament", Beilage zu TA, 2.12.91.

32) CVP-Dokumentation, 21.10.91 und CVP-Pressedienst, 23.10.91. ; Longchamp / Hardmeier (1991): VOX-Analyse der Nationalratswahlen 1991; Presse vom 21.- 23.10.91. Politik und Wirtschaft, 1991, Nr. 12, S. 26 ff.

33) LNN, 22.10.91.

34) NZZ, 16.8.99; Lit. SDA/SRG; Lit. Hirter

35) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.

36) FF, 2003, p. 6910 ss.; BaZ, 23.8.03; SN, 20.10.03.

37) BBl, 2011, S. 8267 ff.; SN, 5.3.11; NZZ und TA, 23.8.11; SN, 8.9., 29.9., 4.10., 6.10. und 13.10.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; SN, 24.10.11; Presse vom 24.10.11; SN, 27.10.11; www.sh.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.

38) SN, 20.1., 22.2., 17.3., 13.4., 14.4. und 15.4.11; NZZ, 16.4.11; SN, 13.8.11; NZZ, 15.8.11; TA, 12.10.11; SN, 20.10. und 24.10.11; Presse vom 24.10.11; NZZ, 25.10.11; SN, 26.10.11; NZZ, 28.10.11; TA, 4.11.11; SN, 10.11.11; NZZ, 11.11.11; Presse vom 14.11.11; TA, 30.11.11; www.so.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).

39) SN, 9.6.15; NZZ, 12.6.15; SN, 26.6., 2.7., 31.7., 6.8.15; TA, 19.9.15; SGT, 23.9.15; NZZ, 2.10.15; SN, 15.10., 19.10.15

40) NZZ, SN, 29.5.15; SN, 13.7., 31.7., 15.8., 27.8., 26.9., 19.10., 24.10.15

41) SN, 21.2., 28.2., 14.3., 4.4., 9.4., 17.8.19; SN, 20.8.19; SN, 21.8., 23.8., 30.8., 4.9., 24.9., 21.10.19

42) SN, 21.2., 23.2., 14.3., 4.4., 22.6., 17.8., 6.9., 20.9., 27.9., 21.10.19

43) SN, 21.6., 29.6. und 9.7.-9.8.02; SN und NZZ, 26.8.02.